

FAIRE DES AFFAIRES AU VIETNAM

Dr. Oliver Massmann
Avocat Associé – Directeur Général
Duane Morris Vietnam LLC

© Dr. Olivier Massmann

Tous droits réservés. Ce document est protégé par le droit d'auteur, en particulier la reproduction de ses éléments, la reproduction en photomécanique et le stockage sur support électronique. La copie, la traduction, le microfilmage, le traitement ou la transmission sous forme électronique sont interdits. Toute utilisation dépassant les limites strictes de la loi sur les droits d'auteur, sans l'autorisation de l'éditeur et de l'auteur, est interdite et passible de poursuites.

L'éditeur et l'auteur n'acceptent aucune responsabilité quant à l'exactitude des informations contenues dans ce document.

SOMMAIRE

Une introduction au Vietnam	4
<i>Vietnam 101</i>	4
<i>Les informations utiles sur les autorités de régulation</i>	4
<i>L'étiquette des affaires 101</i>	6
<i>Les instruments internationaux : l'EVFTA, l'EVIPA et le CPTPP</i>	7
<i>Les petites et moyennes entreprises (PME) au Vietnam</i>	8
LES INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS AU VIETNAM	10
<i>Les procédures d'investissement</i>	10
<i>Les secteurs conditionnels au Vietnam</i>	16
<i>Les impôts applicables aux affaires</i>	17
LES DROITS DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE AU VIETNAM	17
<i>La protection des droits de la propriété intellectuelle au Vietnam</i>	17
<i>L'enregistrement des droits de la propriété intellectuelle au Vietnam</i>	18
<i>L'application des droits de la propriété intellectuelle</i>	20
<i>Le soutien aux droits de la propriété intellectuelle pour les PME</i>	20
EXPORTER DES MARCHANDISES VERS LE VIETNAM	20
<i>Les droits de douane applicables (y compris les contingents tarifaires) et les règles d'origine des produits</i>	20
<i>Le contrôle des importations</i>	20
<i>Les exigences techniques applicables en général</i>	26
<i>Les taxes applicables</i>	29
<i>Les exigences applicables à l'étiquette des marchandises</i>	29
<i>Les mesures correctives commerciales contre les importations au Vietnam</i>	29
LA DISTRIBUTION DES MARCHANDISES AU VIETNAM	29
<i>Les exigences applicables</i>	29
<i>Les restrictions applicables</i>	29
<i>Les procédures applicables pour une société créant un point de vente/un magasin de produits importés</i>	29
LE E-COMMERCE AU VIETNAM	29
<i>Les plateformes principales au Vietnam</i>	30
<i>Les paiements sur les plateformes de e-commerce</i>	30
<i>La vente de produits</i>	30
<i>La politique de retour</i>	30

L'EXPORTATION DE SERVICES AU VIETNAM, CONFORMÉMENT AU EVFTA	30
<i>La méthode d'exportation de services vers le Vietnam</i>	30
<i>Les engagements spécifiques dans le cadre du EVFTA</i>	30
<i>Les restrictions applicables dans le cadre du EVFTA</i>	30
LE CHAPITRE DU EVFTA SUR LE COMMERCE ET LE DÉVELOPPEMENT DURABLE ET SES IMPLICATIONS AU VIETNAM	30
<i>La responsabilité sociétale des entreprises (RSE)</i>	30
<i>Les implications sur le travail</i>	30
<i>Les implications sur les obligations de protection de l'environnement et d'atténuation du changement climatique</i>	30
LE TRAVAIL	30
<i>Les heures normales de travail</i>	30
<i>La protection de la maternité</i>	30
<i>Les congés annuels</i>	30
<i>Les congés maladies</i>	31
<i>L'assurance</i>	31
<i>Les employés étrangers</i>	31
LITIGES ET DIFFÉRENDS	31
<i>Les dispositions importantes à garder à l'esprit</i>	31
<i>Faire appel à un avocat</i>	31

FAIRE DES AFFAIRES AU VIETNAM

Une introduction au Vietnam

Vietnam 101

En 2020, le Vietnam faisait partie du peu de pays à atteindre une croissance positive du PIB en plein milieu de la pandémie de Covid-19. Récemment, selon l'Office statistique général (GSO), la croissance du PIB du Vietnam en 2022 a atteint 8,02%, un nombre supérieur à la moyenne mondiale de 3,2% et à la moyenne en Asie-Pacifique de 4%. En 2023, l'objectif de croissance du PIB au Vietnam est de 6,5%. Pendant ce temps, d'autres institutions internationales de financement telles que la Banque Asiatique de Développement (BAD), la United Overseas Bank (UOB), la banque Standard Chartered, le Fond Monétaire Internationale (IMF), etc., prévoient une croissance du PIB au Vietnam variant entre 6,3% et 7,2%. Le Vietnam a également la croissance la plus rapide de la région s'agissant du développement de la classe moyenne. La classe moyenne au Vietnam représente 13% de la population, et ce chiffre devrait atteindre 26% d'ici 2026. La population très riche du Vietnam augmente également plus vite que dans les autres pays, et il n'y a aucun doute sur le fait que ce chiffre continuera d'augmenter dans les dix prochaines années.

Comme indiqué dans le rapport « City Momentum Index 2020 », qui concerne 130 villes dans le monde, les deux plus grandes villes du Vietnam – Hanoi et Hô Chi Minh Ville, sont classées comme deux des dix villes les plus dynamiques, en raison de leur faible coût, de l'extension rapide de leur marché de consommation, d'une forte croissance démographique et de leur transition vers des activités attirant un nombre conséquent d'investissements directs étrangers (IDE).

La mise en œuvre de l'Accord de libre-échange UE-Vietnam (EVFTA) a stimulé la croissance des échanges bilatéraux commerciaux entre le Vietnam et l'Union Européenne, avec un chiffre d'affaire en la matière ayant atteint 17,8 milliards USD pendant les premiers mois de la mise en œuvre (Août-Novembre 2020), marquant une augmentation de 2,9% comparé à l'année précédente.

Les informations utiles sur les autorités de régulation

Pour information, le système politique et les autorités compétentes sont listées ci-dessous :

Autorité	Page internet	Adresse	Email de contact
Le Ministère de la Défense	http://www.mod.gov.vn	No 1B, Nguyen Tri Phuong St., Ba Dinh Dist, Hanoi, Vietnam	info@mod.gov.vn
Le Ministère de la Sécurité Publique	http://www.mps.gov.vn	44 Yet Kieu St., Hoan Kiem District, Hanoi, Vietnam.	
Le Ministère des Affaires étrangères	http://www.mofa.gov.vn	No.1 Ton That Dam, Ba Dinh, Hanoi, Vietnam	tthl.mfa@mofa.gov.vn

Le Ministère de la Justice	http://www.moj.gov.vn	No. 60 Tran Phu St., Ba Dinh District, Hanoi, Vietnam	btp@moj.gov.vn
Le Ministère des Finances	http://www.mof.gov.vn	No. 28 Tran Hung Dao St., Hoan Kiem District, Hanoi, Vietnam	support@mof.gov.vn
Le Ministère des Transports	http://www.mt.gov.vn	No. 80 Tran Hung Dao St., Hoan Kiem District, Hanoi, Vietnam	Vpbaocao@mt.gov.vn
Le Ministère de la Construction	http://www.moc.gov.vn	No. 37 Le Dai Hanh St., Hai Ba Trung District, Hanoi, Vietnam	boxaydung@moc.gov.vn
Le Ministère de l'Education et de la Formation	http://www.moet.gov.vn	No. 49 Dai Co Viet St., Hai Ba Trung District, Hanoi, Vietnam	bogddt@moet.edu.vn
Le Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural	http://www.agroviet.gov.vn	No. 2 Ngoc Ha St., Ba Dinh District, Hanoi, Vietnam	webmaster@agroviet.gov.vn
Le Ministère de l'Industrie et du Commerce	http://www.moit.gov.vn	No. 54, Hai Ba Trung St., Hoan Kiem District, Hanoi, Vietnam	NgocPM@moit.gov.vn
Le Ministère de la Planification et de l'Investissement	http://www.mpi.gov.vn	No. 6B Hoang Dieu St., Ba Dinh District, Hanoi, Vietnam	ttth@mpi.gov.vn
Le Ministère de la Santé	http://www.moh.gov.vn	No 138A Giang Vo St., Ba Dinh District, Hanoi, Vietnam	byt@moh.gov.vn
Le Ministère de la Science et de la Technologie	http://www.most.gov.vn	No. 113 Tran Duy Hung St., Cau Giay District, Hanoi, Vietnam	ttth@most.gov.vn
Le Ministère des Ressources Naturelles et de l'Environnement	http://www.monre.gov.vn	No. 83 Nguyen Chi Thanh St., Dong Da District, Hanoi, Vietnam	webmaster@monre.gov.vn
Le Ministère de l'Information et des Communications	www.mic.gov.vn	No. 18 Nguyen Du St., Hoan Kiem Dist, Hanoi, Vietnam	office@mic.gov.vn
Le Ministère de l'Intérieur	http://moha.gov.vn	No. 08 Ton That Thuyet St., Cau Giay District, Hà Nội, Vietnam	vanphongbo@moha.gov.vn
L'Inspection Intergouvernementale	http://www.thanhtra.gov.vn	No. 220 Doi Can St., Ba Dinh District, Hà Nội, Việt Nam	ttcp@thanhtra.gov.vn
La Banque nationale du Vietnam	http://www.sbv.gov.vn	No. 47-49 Ly Thai To St., Hoan Kiem District, Hanoi	thuky_vp@sbv.gov.vn
Le Comité des Affaires des Minorités Ethniques	http://www.cema.gov.vn	No. 80-82 Phan Dinh Phung St., Ba Dinh District, Hanoi, Vietnam	banbientap@cema.gov.vn
Le Bureau du Gouvernement	http://vpcp.chinhphu.vn	No. 01 Hoang Hoa Tham St., Ba Dinh District, Hanoi, Vietnam	vpcp@chinhphu.vn

Le Ministère du Travail, des Invalides et des Affaires Sociales	http://www.molisa.gov.vn	No. 12 Ngo Quyen St., Hoan Kiem District, Hanoi, Vietnam	tiepnhanykien@molisa.gov.vn
Le Ministère de la Culture, des Sports et du Tourisme	http://www.cinet.gov.vn	No. 51-53 Ngo Quyen St, Hoan Kiem District, Hanoi, Vietnam	bovanhoathethaodulich@chinhphu.vn

L'étiquette des affaires 101

- A moins que la communication en ligne soit la seule option (par exemple, due à un confinement imposé par le gouvernement à cause de la pandémie de Covid-19), les Vietnamiens préfèrent avoir des discussions en personne. Malgré le fait que l'anglais devienne de plus en plus utilisé, nous vous conseillons d'avoir recours à un traducteur dès que vous le pouvez. Idéalement, vous devriez apprendre quelques mots de vietnamien pour montrer votre respect pour la langue et votre désir de mener des affaires. De la même façon, l'anglais et le vietnamien devraient être tous deux sur votre carte de visite. Utilisez vos deux mains lorsque vous échangez ou recevez des cartes de visite.
- Au Vietnam, l'ancienneté et la hiérarchie sont très importantes. Lorsque vous vous adressez à un collègue homme plus âgé, utilisez « Anh » avant son prénom. Lorsque vous travaillez avec une femme plus âgée, appelez-la par son prénom et avec l'honorifique « Chi ». Serrez toujours la main de la personne qui a le plus d'autorité en premier, et donnez-leur votre carte de visite ou autres documents importants.
- Les noms vietnamiens se composent selon l'ordre suivant : le nom de famille, les seconds prénoms et le prénom. Certaines personnes ont beaucoup de seconds prénoms, et d'autres non. Les Vietnamiens ne s'adressent les uns aux autres que par leur prénom, leur second prénom ou leur prénom et leur second prénom (pour distinguer les personnes ayant le même prénom).
- Il est fortement conseillé d'avoir une traduction en vietnamien de toute sa documentation.
- Les hommes ou femmes d'affaires vietnamiens ont tendance à répondre aux investisseurs qui leur ont été présentés par l'intermédiaire de connexions mutuelles, qu'à une démarche téléphonique.
- Un ressortissant étranger doit obtenir un visa d'entrée sur le territoire auprès du département de l'immigration du Ministère de la sécurité publique, afin de pouvoir rentrer sur le territoire (tant pour la première délivrance que pour le renouvellement).
- Les visas sont disponibles électroniquement. Le système de e-visa au Vietnam a été amélioré, permettant aux voyageurs à entrée unique, pour une durée de moins de 30 jours, de demander et d'obtenir leur visa en ligne. Après enregistrement et paiement des frais, le e-visa

prend trois jours ouvrables avant d'être délivré. Les citoyens du Danemark, de la Finlande, de la France, de l'Allemagne, de l'Italie, de la Norvège, de l'Espagne, de la Suède et des Etats-Unis peuvent entrer au Vietnam sans visa pour une durée maximale de 15 jours.

- Cependant, les ressortissants étrangers doivent demander des visas de longue durée (trois mois) à entrée unique ou multiple pour pouvoir travailler au Vietnam et y résider pendant une période prolongée. Pour la demande de visas longue durée (comme ceux pour les travailleurs ou autres), il est conseillé de contacter le Consulat général ou l'Ambassade du Vietnam dans votre pays de résidence.

Les instruments internationaux : l'EVFTA, l'EVIPA et le CPTPP

L'Accord de libre-échange UE-Vietnam (EVFTA), le Partenariat transpacifique global et progressiste (CPTPP), et l'Accord de protection des investissements entre l'Union Européenne et la République socialiste du Vietnam (EVIPA) ont été signés par le Vietnam dans une période relativement courte de trois ans, entre 2018 et 2020. Les accords conclus avec le plus grand bloc commercial du monde – l'Union Européenne (UE) – ont consolidé la position du Vietnam en tant que destination éventuelle des grandes sociétés dans le monde. Alors que le Vietnam est le seul pays d'Asie du Sud-Est à avoir conclu avec succès un accord de libre-échange avec l'Union Européenne, la Malaisie et le Vietnam sont les représentants de l'Asie du Sud-Est dans le Partenariat transpacifique global et progressiste. L'Accord de protection des investissements avec l'Union Européenne a pour but de renforcer les relations bilatérales commerciales et d'investissements qui lient le Vietnam et l'UE et soutiennent la transformation du Vietnam en tant que centre industriel en Asie.

En matière de services, le Vietnam a non seulement libéralisé des sous-secteurs supplémentaires pour les services et les prestataires de service dans le cadre de l'EVFTA, mais a également pris des engagements plus importants que ceux pris dans le cadre des accords de l'OMC, offrant aux services européens le meilleur accès possible au marché vietnamien, dans des secteurs tels que, les services de recherche et de développement interdisciplinaires (R&D) ; les services infirmiers, les services fournis par des kinésithérapeutes ou par le personnel paramédical ; les services d'emballage ; les services de foires-expositions commerciales et service de nettoyage des bâtiments.

De plus, pour les secteurs énumérés dans la liste spécifique d'engagements du Vietnam dans le cadre du EVFTA, exception faire des réserves spécifiques, le Vietnam s'engage à ne pas appliquer les restrictions relatives : (i) au nombre d'entreprises autorisées à participer au marché, (ii) à la valeur des transactions, (iii) au nombre d'activités, (iv) à l'apport de capitaux étrangers, (v) à la forme des entités juridiques et, (vi) au nombre de personnes physiques recrutées.

Dans le commerce de marchandises, le Vietnam s'est engagé à éliminer les droits d'importation sur 48,5% des lignes tarifaires, ce qui correspond à 64,5% des exportations de l'UE vers le Vietnam depuis le 1^{er} août 2020.

Dans le domaine des marchés publics, le Vietnam s'est engagé à traiter les soumissionnaires de l'UE, ou les soumissionnaires nationaux bénéficiant d'un capital d'investissement de l'UE, de manière égale aux soumissionnaires vietnamiens, lorsque le Gouvernement achète des biens ou des services dont la valeur dépasse un plafond spécifique.

A part cela, le mécanisme de résolution des disputes investisseurs-Etats dans le cadre du CPTPP et de l'EVIPA joue également un rôle important dans l'attractivité du Vietnam en matière d'investissements, étant donné qu'il prévoit des normes avantageuses pour les investisseurs, en matière de sécurité juridique, d'applicabilité et de protection. En vertu de cette disposition, pour les litiges relatifs à l'investissement, les investisseurs ont le droit de porter plainte contre le pays d'accueil par voie d'arbitrage international. Les procédures d'arbitrage doivent être rendues publiques dans un souci de transparence. La sentence arbitrale est contraignante et exécutoire, sans qu'il n'y ait besoin d'un contrôle de validité par un tribunal vietnamien. Le Gouvernement vietnamien doit mettre en œuvre son engagement dans les 5 années suivant l'entrée en vigueur du EVIPA.

Les petites et moyennes entreprises (PME) au Vietnam

Selon le Ministère de la Planification et de l'Investissement, le Vietnam comptabilise environ 900 000 entreprises opérationnelles. Plus de 97% d'entre elles sont des PME qui contribuent à hauteur de 45% du PIB national et à 31% des recettes du budget de l'Etat. Ensemble, ces entreprises emploient plus de 5 millions d'employés.

Les PME comprennent les microentreprises, les petites et moyennes entreprises, comme définis dans l'article 6 du décret n° 39/2018/ND-CP. La caractérisation des PME selon le décret implique la réunion de deux séries de critères à prendre en compte : (1) le secteur d'activité de l'entreprise et (2) le nombre moyen d'employés, le revenu annuel et son capital total d'investissement. Cela est envisagé de la manière suivante :

Secteurs	Agriculture, sylviculture, aquaculture, industrie, construction	Commerce et services
Critères		
Le nombre moyen d'employés affiliés à l'assurance sociale par an	▪ Microentreprise : 10 employés ou moins ▪ Petite entreprise : 100 employés ou moins ▪ Moyenne entreprise : 200 employés ou moins	
Le revenu annuel	▪ Microentreprise : 3 milliards VND maximum ▪ Petite entreprise : 50 milliards VND maximum ▪ Moyenne entreprise : 200 milliards VND maximum	▪ Microentreprise : 10 milliards VND maximum ▪ Petite entreprise : 100 milliards VND maximum ▪ Moyenne entreprise : 300 milliards VND maximum
Le total de capital d'investissement	▪ Microentreprise : 3 milliards VND maximum ▪ Petite entreprise : 20 milliards VND maximum ▪ Moyenne entreprise : 100 milliards VND maximum	▪ Microentreprise : 3 milliards VND maximum ▪ Petite entreprise : 50 milliards VND maximum ▪ Moyenne entreprise : 100 milliards VND maximum

Afin d'être catégorisé comme micro, petite ou moyenne entreprise, une entreprise doit satisfaire à deux des conditions ci-dessous : (1) le nombre moyen d'employés affiliés à l'assurance sociale par an et (2) le montant de leur revenu annuel ou du total de leur capital-investissement de leur projet. Si une entreprise ne remplit pas l'un de ses critères, l'autorité locale compétente a le pouvoir de décider de son statut, en prenant en compte plusieurs indicateurs tels le revenu accumulé sur les cinq dernières années, etc.

- Quels sont les principaux types de PME que l'on retrouve le plus ?

Les petites entreprises et microentreprises (locales ou implantées à l'étranger) représentent la plus grande partie des PME au Vietnam, les moyennes entreprises ne représentant que 1,6% des PME.

- Dans quels secteurs les PME opèrent-elles ?

La plupart des PME opèrent dans les secteurs du commerce, industriel, et des services, notamment dans l'artisanat traditionnel, l'exploitation et la production de produits bruts comme les minéraux, les fruits de mer ou les produits forestiers, l'assemblage et la fabrication, l'industrie automobile, les transports aériens, la banque et la finance. Actuellement, il y a plus de 3 000 startups innovantes en activité. La plupart d'entre elles reçoivent un fond de démarrage des Etats-Unis ou de Singapour.

- Les PME au Vietnam sont-elles préparées pour la révolution industrielle 4.0 (adaptation numérique et technologique) ?

Avec une main-d'œuvre jeune et avertie, une connectivité croissante et la présence de plusieurs sociétés mondiales de technologie, l'adaptation et l'innovation dans la technologie rapide se répand rapidement au Vietnam, y compris dans les PME.

- Les mécanismes de soutien pour les PME

Concernant le soutien apporté aux PME, la librairie de l'OCDE contient des informations récentes et des études sur les PME et programmes de soutien pour l'entrepreneuriat au Vietnam.

- Concernant l'accessibilité à un crédit

Les institutions financières au Vietnam évaluent la solvabilité des entreprises sur la base de critères tels que la taille de l'entreprise, son ancienneté, sa structure de propriété, le total de ses actifs ou encore le retour sur fonds propres et sur actions, démontrant une difficulté certaine pour les PME. Une enquête de 2015, établie par l'Indice de Compétitivité Provinciale, montre que les institutions financières au Vietnam ont refusé de donner des crédits aux PME à cause d'un manque de rentabilité et de garanties acceptables telles que des terres. Le Gouvernement vietnamien a fait des efforts pour améliorer l'accès des PME aux crédits, principalement en créant le « Fond de Développement des PME » et le « Fond de Garantie de Crédit ». L'OCDE a mis en lumière les limites du Fond de développement des PME : le manque d'incitation auprès des banques commerciales pour qu'elles appliquent les crédits prévus par le fond de développement, les difficultés des PME à remplir les

conditions d'obtention du crédit, le processus de sélection compliqué, et le manque sensibilisation des PME s'agissant du fond de développement (voir le point 7.7 ci-dessous).

Pour une analyse détaillée des défis auxquels font face les PME, concernant l'accès aux financements (crédits), veuillez vous référer à cette [étude](#) publiée par le MDPI, et [cette étude](#) publiée par l'institut de la Banque asiatique de développement. Ces documents contiennent également des informations sur les programmes de financement et mentorat pour les PME.

LES INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS AU VIETNAM

Les procédures d'investissement

La Loi sur l'investissement et la Loi sur les entreprises exige des investisseurs étrangers qu'ils demandent et obtiennent (i) un certificat d'enregistrement d'investissement (IRC) ; et (ii) un justificatif d'immatriculation d'entreprise (ERC). Pour correspondre à la tendance mondiale de la 4^{ème} révolution industrielle, l'enregistrement pour l'IRC et l'ERC a été amélioré afin de pouvoir se faire intégralement en ligne, et éviter aux investisseurs de devoir déposer leur demande physiquement.

- Certificat d'enregistrement d'investissement (IRC)

Dans un premier temps, les projets d'investissement s'enregistrent auprès de l'autorité locale compétente, et obtiennent un certificat d'enregistrement d'investissement qui réunit les détails importants du projet, y compris ses objectifs, sa durée, le capital-investissement (fonds propres et dette) et le nom des investisseurs. L'obtention du certificat prend environ 15 jours ouvrables à compter de la date à laquelle l'autorité compétente a reçu le dossier de candidature complet.

Les formes d'investissement pour les investisseurs étrangers :

1. Un investissement sous la forme d'établissement d'une entité commerciale.
2. L'exécution d'un projet d'investissement.
3. Un investissement sous la forme d'un contrat de coopération commerciale.
4. Un investissement sous la forme d'un apport en capital ou d'achat d'actions ou de capital.

(1) Un investissement sous la forme d'établissement d'une entité commerciale.

Un dossier de candidature pour le certificat d'enregistrement d'investissement doit comprendre :

- ✕ Un formulaire d'application pour l'exécution du projet d'investissement.
- ✕ Un document concernant le statut juridique de l'investisseur (passeport pour les personnes physiques, acte de constitution de la personne morale et passeport du représentant légal de la personne morale).
- ✕ Les documents prouvant la capacité financière de l'investisseur, dont au moins un des documents suivants : les états financiers de l'investisseur pendant les deux dernières années ; l'engagement d'une société mère à fournir une assistance financière ; l'engagement d'une institution financière à fournir une assistance financière ; une garantie de la capacité

financière de l'investisseur ; d'autres documents prouvant la capacité financière de l'investisseur.

- ✧ Une proposition de projet d'investissement qui comprend les éléments suivants : les objectifs de l'investissement, l'échelle de l'investissement, le capital-investissement et le plan de levée de fond, le lieu, la durée et le calendrier de l'investissement, les informations relatives à l'utilisation actuelle du lieu du projet d'investissement et la demande d'utilisation des terres proposées (le cas échéant), la demande de main-d'œuvre, la proposition d'incitations à l'investissement, l'impact et l'efficacité socioéconomique du projet et l'évaluation préliminaire de l'impact environnemental (le cas échéant) conformément à la loi sur la protection de l'environnement ; et,
- ✧ Si la Loi sur la construction exige la production d'un rapport d'étude de pré faisabilité, l'investisseur peut soumettre un rapport d'étude de pré faisabilité à la place d'une proposition de projet d'investissement ;
- ✧ Si le projet d'investissement n'exige pas de l'Etat qu'il attribue ou loue des terrains ou qu'il autorise leur réadaptation, une copie du document relatif aux droits d'utilisation des terrains ou de tout autre document identifiant le droit d'utilisation du terrain pour l'exécution du projet d'investissement doit être soumise ; et
- ✧ L'explication de toute technologie à utiliser dans le cadre du projet d'investissement (le cas échéant). Par exemple, les informations sur la technologie du panneau solaire à utiliser pour un projet de développement de l'énergie solaire.

(2) L'exécution d'un projet d'investissement

Cette forme d'investissement s'applique aux projets :

- ✧ Qui doivent satisfaire à des exigences de défense nationale, de sécurité et de secrets d'Etat ;
- ✧ Pour lesquels un seul investisseur participe à l'appel d'offres public.

La sélection des investisseurs s'effectue par voie d'appel d'offres, selon l'une des manières suivantes :

- ✧ Appel d'offres pour les droits d'utilisation des terres.
- ✧ Appel d'offres pour la sélection des investisseurs ; ou,
- ✧ La désignation des investissements.

Un investissement sous forme d'exécution de projet nécessite une demande de décision de politique d'investissement du Comité populaire ou du Premier Ministre. Dans les cinq jours à compter de la délivrance de la décision de politique d'investissement, le Comité populaire ou le Premier Ministre donne instruction au département local de la planification et de l'investissement d'émettre le certificat d'enregistrement d'investissement pour l'investisseur étranger. Il faut 35 jours ouvrables pour que le Comité populaire statue sur la demande de décision de politique d'investissement, et il n'y a pas de délai fixe pour la réponse du Premier Ministre.

Le dossier de candidature pour la décision de politique d'investissement est le même que celui qu'il faut soumettre pour l'obtention du certificat d'enregistrement d'investissement.

Les projets soumis à l’approbation d’une décision de politique d’investissement sont listés à l’article 30, 31 et 32 de la Loi sur l’investissement.

(3) Un investissement sous la forme d’un contrat de coopération commerciale

Un dossier de candidature pour le certificat d’enregistrement d’investissement doit comprendre :

- ✘ Un formulaire d’application pour l’exécution du projet d’investissement.
- ✘ Un document concernant le statut juridique de l’investisseur (passeport pour les personnes physiques, acte de constitution de la personne morale et passeport du représentant légal de la personne morale).
- ✘ Les documents prouvant la capacité financière de l’investisseur, dont au moins un des documents suivants : les états financiers de l’investisseur pendant les deux dernières années ; l’engagement d’une société mère à fournir une assistance financière ; l’engagement d’une institution financière à fournir une assistance financière ; une garantie de la capacité financière de l’investisseur ; d’autres documents prouvant la capacité financière de l’investisseur.
- ✘ Une proposition de projet d’investissement qui comprend les éléments suivants : les objectifs de l’investissement, l’échelle de l’investissement, le capital-investissement et le plan de levée de fond, le lieu, la durée et le calendrier de l’investissement, les informations relatives à l’utilisation actuelle du lieu du projet d’investissement et la demande d’utilisation des terres proposées (le cas échéant), la demande de main-d’œuvre, la proposition d’incitations à l’investissement, l’impact et l’efficacité socioéconomique du projet et l’évaluation préliminaire de l’impact environnemental (le cas échéant) conformément à la loi sur la protection de l’environnement ; et,
- ✘ Si le projet d’investissement n’exige pas de l’Etat qu’il attribue ou loue des terrains ou qu’il autorise leur réadaptation, une copie du document relatif aux droits d’utilisation des terrains ou de tout autre document identifiant le droit d’utilisation du terrain pour l’exécution du projet d’investissement doit être soumise ; et
- ✘ L’explication de toute technologie à utiliser dans le cadre du projet d’investissement (le cas échéant). Par exemple, les informations sur la technologie du panneau solaire à utiliser pour un projet de développement de l’énergie solaire.
- ✘ L’accord de coopération commerciale.

(4) Un investissement sous la forme d’un apport en capital ou d’achat d’actions ou de capital

Les investisseurs étrangers qui souhaitent investir sous la forme d’un apport en capital ou l’achat d’actions ou de capital doivent suivre les procédures d’enregistrement pour l’apport en capital ou l’achat d’actions ou de capital d’une entité commerciale, et ensuite procéder à toutes les modifications nécessaires s’agissant des coordonnées des membres ou actionnaires de la société.

La demande d'enregistrement d'un apport en capital ou d'un achat d'actions ou de capital se compose des éléments suivants :

- ✧ Un formulaire d'enregistrement pour l'apport en capital ou l'achat d'actions ou de capital, spécifiant les informations d'enregistrement de la société à propos de l'entité commerciale à laquelle les investisseurs contribuent ou dont ils achètent les actions ou les participations ; les secteurs d'activités ; la liste des actionnaires fondateurs, la liste des actionnaires qui sont des investisseurs étrangers (le cas échéant) ; la part de capital social détenu par l'investisseur étranger avant et après l'apport en capital ou l'achat d'actions ou de capital ; la valeur de la transaction du contrat d'apport en capital ou d'achat d'actions ou de capital ; les informations à propos du projet d'investissement de l'entité commerciale (le cas échéant) ;
- ✧ La copie des documents juridiques relatifs à l'identité de la personne physique ou morale qui contribue au capital ou qui achète des actions ou du capital et ceux de l'entité commerciale à laquelle les investisseurs étrangers contribuent ou dont ils achètent les actions ou les participations ; et,
- ✧ Un accord/contrat écrit sur l'apport en capital ou l'achat d'actions ou de capital entre l'investisseur étranger et l'entité commerciale qui reçoit l'apport en capital ou qui vend ses actions ou ses participations à l'investisseur étranger.

Les investisseurs doivent soumettre leur demande au département local de l'investissement et de la planification (DIP) et doivent recevoir le résultat de cette demande dans un délai de 15 jours ouvrables. En pratique, cette durée peut être plus longue si le DIP a besoin de solliciter l'avis d'agences gouvernementales concernées par la demande. Si c'est le cas, le DIP devra le notifier à l'investisseur.

- Le certificat d'enregistrement de l'entreprise

Après que l'investisseur ait obtenu le certificat d'enregistrement d'investissement, l'investisseur doit enregistrer l'entité juridique qui réalisera l'investissement au registre des sociétés du DIP, et doit obtenir un justificatif d'immatriculation de la société.

Une fois que l'acte d'immatriculation a été délivré, la société de projet est officiellement établie en tant que personne morale et peut commencer ses activités commerciales sous son propre nom, conformément à la loi vietnamienne.

Veuillez vous référer à la section ci-dessous pour les exigences et procédures relatives à l'obtention d'un acte d'immatriculation pour les différentes formes de sociétés.

➤ L'enregistrement des sociétés au Vietnam

Il y a quatre formes d'entités juridiques au Vietnam, mais les plus communes sont (i) la société à responsabilité limitée (équivalent de la SARL ou la EURL) et (ii) la joint-stock company (équivalent de la société par actions).

Trouvez ci-dessous le dossier de candidature pour chaque forme d'entité juridique :

- **L'entreprise individuelle**

Une entreprise individuelle est une entreprise :

- ✧ Qui appartient à une seule personne physique dont la responsabilité pour l'ensemble de ses activités est égale à son nombre d'actifs ;
- ✧ Qui ne doit pas émettre un quelconque titre ;
- ✧ Qui ne doit pas contribuer au capital de création ou à l'achat d'actions ou de capital d'une société de personnes (équivalent de la société en nom collectif), d'une SARL ou d'une joint-stock company.

Le dossier de demande d'immatriculation d'une société doit inclure :

- ✧ Un formulaire de demande d'immatriculation d'une société.
- ✧ Les copies légalisées de documents juridiques relatifs à l'état civil du propriétaire de l'entreprise individuelle (c.-à-d. le passeport).
- ✧ Un protocole d'accord (Memorandum of understanding) ou un contrat de location de bureaux.
- ✧ Les statuts de la société.
- ✧ Les copies du certificat d'enregistrement de l'investissement.

- **La société de personnes (équivalent de la société en nom collectif)**

Une société de personnes est une société dans laquelle :

- ✧ Il y a au moins deux associés qui sont copropriétaires de la société et qui exercent leurs activités sous le même nom (« associé général »). Il peut y avoir des actionnaires participant au capital social, autres que les associés généraux.
- ✧ Un associé général est une personne physique dont la responsabilité vis-à-vis des obligations de la société est égale à l'ensemble de ses actifs ;
- ✧ Un associé contribuant au capital social peut être une personne morale ou une personne physique dont la responsabilité vis-à-vis des dettes de la société est égale à l'apport en capital promis.

Une société de personnes ne doit pas émettre un quelconque titre.

Le dossier de demande pour un certificat d'immatriculation d'une société de personnes doit comprendre :

- ✧ Un formulaire de demande d'immatriculation d'une société.

- ✧ Les statuts de la société.
- ✧ La liste des associés généraux.
- ✧ Les copies légalisées des documents suivants :
 - ~ Les documents légaux relatifs à l'état civil des associés personnes physiques (c.-à-d. le passeport) ; les documents légaux relatifs au statut légal des associés organisations (c.-à-d. le certificat d'incorporation) ;
 - ~ Les documents légaux des représentants autorisés (c.-à-d. le passeport) et les lettres de nomination de ses représentants.
 - ~ Le certificat d'enregistrement de l'investissement.
 - ~ Un protocole d'accord (Memorandum of understanding) ou un contrat de location de bureaux.

- **La société à responsabilité limitée à plusieurs membres et la joint-stock company**

Une société à responsabilité limitée à plusieurs membres :

- ✧ Est une entreprise détenue par 2 à 5 personnes physiques ou morales (« membres »). La responsabilité de chaque membre vis-à-vis des dettes et autres engagements de la société est égale à au montant de leur apport en capital social ;
- ✧ Ne doit pas émettre d'actions, sauf si elle se transforme en joint-stock company ; et
- ✧ Peut émettre des obligations.

La joint-stock company est une société dans laquelle :

- ✧ Le capital social est divisé en unités de valeur appelées actions ;
- ✧ Les actionnaires peuvent être des personnes physiques ou morales ; le nombre minimal d'actionnaires est de trois ; il n'y a pas de limite quant au nombre maximum d'actionnaires ;
- ✧ La responsabilité de chaque actionnaire vis-à-vis des dettes et des engagements de la société est égale au montant de leur apport au capital social de la société ;
- ✧ Les actionnaires peuvent transférer leurs actions aux autres actionnaires conformément à la loi sur les entreprises ;

Une joint-stock company peut émettre des actions, des obligations ou d'autres formes de titres.

Le dossier de demande d'immatriculation d'une société à responsabilité limitée à plusieurs membres ou d'une joint-stock company doit inclure :

- ✧ Le formulaire de demande d'immatriculation de la société.

- ✘ Les statuts de la société.
- ✘ La liste des membres de la société à responsabilité limitée à plusieurs membres ; la liste des actionnaires fondateurs et des actionnaires étrangers de la joint stock company.
- ✘ Les copies légalisées des documents suivants :
 - ~ Les documents légaux relatifs à l'identité du représentant légal de la société (c.-à-d. le passeport).
 - ~ Les documents légaux relatifs à l'identité des actionnaires fondateurs et des actionnaires étrangers personnes physiques (c.-à-d. le passeport) ; les documents légaux relatifs à l'identité des actionnaires fondateurs et des actionnaires étrangers personnes morales (c.-à-d. la certification d'incorporation) ; les documents légaux des représentants autorisés des membres ou actionnaires fondateurs (c.-à-d. le passeport), des actionnaires étrangers personnes morales (c.-à-d. le passeport), et les lettres de nomination des représentants autorisés.
 - ~ Les copies du certificat d'enregistrement de l'investissement.
 - ~ Le protocole d'accord (Memorandum of understanding) ou les documents de location des bureaux.
- Les entreprises à responsabilités à associé unique (équivalent de la EURL)

Une entreprise à responsabilité limitée à associé unique :

- ✘ Est une entreprise détenue par une seule personne physique ou morale (« le propriétaire »). La responsabilité de l'associé unique vis-à-vis des dettes et des engagements de la société est égale au capital social de la société ;
- ✘ Ne peut pas émettre des actions, sauf en cas de transformation en joint stock company ;
- ✘ Peut émettre des obligations.

La demande d'immatriculation d'une entreprise à responsabilité limitée à associé unique doit comprendre :

- ✘ Le formulaire de demande d'immatriculation de l'entreprise.
- ✘ Les statuts de l'entreprise.
- ✘ Les copies légalisées des documents suivants :
 - ~ Les documents légaux relatifs à l'identité du représentant légal de l'entreprise (c.-à-d. le passeport).
 - ~ Les documents légaux relatifs à l'identité des actionnaires fondateurs et des actionnaires étrangers personnes physiques (c.-à-d. le passeport) ; les documents légaux relatifs à l'identité des actionnaires fondateurs et des actionnaires étrangers personnes morales (c.-à-d. la certification d'incorporation) ; les documents légaux des représentants autorisés des membres ou actionnaires fondateurs (c.-à-d. le

passport), des actionnaires étrangers personnes morales (c.-à-d. le passeport), et les lettres de nomination des représentants autorisés.

- ~ Les copies du certificat d'enregistrement de l'investissement.
- ~ Le protocole d'accord (Memorandum of understanding) ou les documents de location des bureaux.

Les secteurs conditionnels au Vietnam

Une liste complète des secteurs conditionnels pour les investisseurs étrangers peut être trouvée [ici](#), en conformité avec les traités internationaux et la loi vietnamienne.

Une liste complète des activités commerciales conditionnelles en fonction des différents secteurs peut être trouvée [ici](#).

Les impôts applicables aux affaires

Entre autres :

- L'impôt sur le revenu des sociétés
- La taxe sur la valeur ajoutée
- La taxe sur les entrepreneurs étrangers

Les détails concernant l'application des taxes peuvent être trouvés [ici](#).

LES DROITS DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE AU VIETNAM

La protection des droits de la propriété intellectuelle au Vietnam

La loi prévoit la protection des droits de la propriété intellectuelle suivants :

- ✧ Le droit d'auteur, y compris le droit sur les œuvres littéraires et artistiques ou les travaux scientifiques : les domaines liés au droit d'auteur comprennent les performances, les phonogrammes, les enregistrements vidéo, les émissions et les signaux satellites cryptés porteurs de programmes.
- ✧ Les droits de propriété industrielle, y compris les droits sur les inventions, les modèles industriels, les schémas de configuration des circuits intégrés semi-conducteurs, les secrets commerciaux, les marques, les noms commerciaux et les indications géographiques.
- ✧ Les droits sur les variétés végétales, y compris les droits des matériaux de reproduction et de récolte.

Le EVFTA couvre toutes les catégories de propriété intellectuelle qui sont visées aux sections 1 à 7 de la Partie II de l'accord de l'OMC sur les aspects de la propriété intellectuelle reliés au commerce (accord TRIPS), autrement dit :

- ✧ Le droit d'auteur et les droits connexes ;
- ✧ Les marques commerciales déposées ;
- ✧ Les indications géographiques ;
- ✧ Les modèles industriels ;
- ✧ Les droits de brevet ;
- ✧ Les schémas de configuration (topographies) des circuits intégrés ;
- ✧ La protection des informations non divulgués ;
- ✧ Les variétés végétales.

L'enregistrement des droits de la propriété intellectuelle au Vietnam

L'enregistrement des droits d'auteur se fait auprès de l'Office vietnamien du droit d'auteur. Les droits d'auteur s'appliquent également aux programmes informatiques qui ne peuvent pas être brevetés. Alors qu'aucun enregistrement des droits d'auteurs n'est exigé au Vietnam, la plupart des experts en brevet suggèrent de procéder à un enregistrement auprès de l'autorité compétente.

La demande d'enregistrement des droits d'auteurs et des droits connexes doit comprendre :

- ✧ Une déclaration d'enregistrement du droit d'auteur ou des droits connexes ;
- ✧ Deux exemplaires de l'œuvre faisant l'objet de la demande d'enregistrement, ou deux exemplaires de l'objet concerné par la demande d'enregistrement des droits connexes ;
- ✧ Une lettre d'autorisation, dans l'hypothèse où le demandeur est une personne autorisée ;
- ✧ Les documents prouvant le droit de déposer une demande, dans l'hypothèse où le demandeur a obtenu ce droit par le biais d'un héritage, d'une succession ou d'une cession ;
- ✧ Le consentement écrit des coauteurs dans le cas d'une œuvre en collaboration ;
- ✧ Le consentement écrit des copropriétaires si le droit d'auteur et les droits connexes sont détenus conjointement.

L'enregistrement d'un brevet individuel (tel que les modèles industriels ou les inventions) doit être effectué au Vietnam. Cependant, pour les brevets d'une autre nature, les demandes peuvent être traitées dans le cadre du Traité de coopération en matière de brevets.

Le dossier de demande d'enregistrement pour les droits de propriété industriels doit inclure :

- ✧ La déclaration d'enregistrement ;
- ✧ Les documents, les échantillons et les informations identifiant l'objet industriel protégé par l'enregistrement ;
- ✧ La procuration, si la demande a été déposée par un représentant ;
- ✧ Les documents attestant du droit d'enregistrement, si un tel droit a été obtenu auprès d'une autre personne ;
- ✧ Les documents attestant du droit de propriété, si un tel droit est revendiqué ;
- ✧ Le reçu du paiement des taxes et des redevances.

Le système des marques déposées au Vietnam protège les symboles, les objets tridimensionnels, les couleurs et autres indices visuels qui sont utilisés pour identifier les services ou les produits d'une société. Les droits des noms commerciaux déposés sont consolidés par leur utilisation plutôt que par leur enregistrement formel. Concernant les domaines en ligne, ils sont gérés par le principe de « premier arrivé, premier servi ». Les marques déposées peuvent être enregistrées au Vietnam à l'Office vietnamien de la propriété intellectuelle (NOIP) ou en utilisant le Protocole de Madrid.

Le dossier de demande d'enregistrement pour les droits sur les variétés végétales, effectué au Département de la production végétale – Ministère de l'Agriculture et du Développement rural, doit inclure :

- ✧ Une demande écrite destinée à la protection des variétés végétales.
- ✧ Une déclaration relative aux techniques d'examen de la distinction, de l'homogénéité et de la stabilité (examen DHS), conformément modèles figurant dans le règlement concernant l'examen DHS de chaque espèce végétale ;
- ✧ Les copies de reçus, ou le fax des documents prouvant que les frais d'enregistrement ont été transférés sur le compte du Département de la production végétale
- ✧ Une lettre d'autorisation (si la demande a été faite par un représentant).
- ✧ Au moins trois photos (taille 9cm x 15cm) de la variété qui met en évidence ses 3 caractéristiques distinctes.

Pour l'enregistrement du droit d'auteur : 15 jours à compter de la date de réception d'un dossier d'enregistrement valide.

Pour l'enregistrement d'un droit de propriété industriel :

- ✧ Examen formel : un mois à compter de la date de la demande ;

- ✧ Annonce des demandes : dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle les demandes ont été acceptées ;
- ✧ Examen substantiel : pas plus de sept mois à compter de la date de publication de la demande.

Pour l'enregistrement des droits sur les variétés végétales : 30 jours à compter de la réception d'un dossier d'enregistrement valide.

Les types de droits de propriété intellectuelle non enregistrés, mais protégés par la loi, comprennent le droit d'auteur, les marques de droit commun et les droits sur les bases de données, les informations confidentielles et les secrets commerciaux.

L'application des droits de la propriété intellectuelle

Les informations sur l'application des droits de PI au Vietnam peuvent être trouvées [ici](#).

Les informations sur l'application des droits de PI dans le cadre de l'EVFTA peuvent être trouvées [ici](#).

Le soutien aux droits de la propriété intellectuelle pour les PME

Le service d'assistance de l'Asie du Sud-Est de la propriété intellectuelle pour les PME est un projet cofinancé par la Commission Européenne qui fournit des conseils pratiques et gratuits aux PME européennes pour les aider à protéger et renforcer leurs droits de propriété intellectuelle dans les pays d'Asie du Sud-Est, y compris le Vietnam. Pour en apprendre plus sur les aspects des droits de propriété intellectuelle en Asie du Sud-Est et comment renforcer ces droits, veuillez vous référer au portail en ligne www.southeastasia-iprhelpdesk.eu. Pour avoir des conseils d'experts gratuits sur la protection des droits de propriété intellectuelle, veuillez contacter les services dédiés à l'adresse suivante : question@southeastasia-iprhelpdesk.eu. Vous recevrez une réponse dans un délai de 5 jours ouvrables.

EXPORTER DES MARCHANDISES VERS LE VIETNAM

Les droits de douane applicables (y compris les contingents tarifaires) et les règles d'origine des produits

Le Ministère de l'industrie et du commerce publie chaque année les quotas annuels pour les produits.

Pour bénéficier de tarifs préférentiels, les importateurs doivent obtenir une licence d'importation auprès du Ministère de l'industrie et du commerce. Le dossier de demande, soumis au Département d'import-export du Ministère de l'industrie et du commerce, doit inclure :

- ✧ L'original de la demande de contingents tarifaires d'importation ;
- ✧ Une copie certifiée conforme d'un certificat d'enregistrement d'investissement ou d'un acte d'immatriculation d'une entreprise.

Veillez noter que pour l'importation de matières premières de tabac, l'importateur doit avoir une licence lui permettant de fabriquer des cigarettes, délivrée par le Ministère de l'industrie et du commerce, et doit avoir une demande d'importation de matières premières de tabac pour la production de cigarettes.

Les contingents tarifaires pour le sucre raffiné et le sucre brut font actuellement l'objet d'un programme police de vente aux enchères par le Ministère de l'industrie et du commerce.

Le contrôle des importations

La liste des importations interdites au Vietnam a été dressée par le Gouvernement et inclut :

- ✕ Des armes, des munitions, les matériaux explosifs (sauf les explosifs industriels), et les équipements et services militaires et techniques, y compris :
 - ~ Les produits portant les codes 3601.00.00, 3602.00.00, 3603, 8710.00.00, 8802, 8906.10.00, 9301, 9301.10.00, 9301.20.00, 9302.00.00, 9305, 9306 ;
 - ~ Les équipements pour la guerre électronique, les ondes de rupture, le brouillage, l'interception, la surveillance des communications radio et par satellite... spécialisés pour un usage militaire :
 - Les contre mesures et les contre mesures électroniques (c.-à-d. les équipements désignés pour émettre de faux signaux, artificiels ou de brouillage, à destination des radars ou des récepteurs radio) communiquant ou interférant avec la réception, le fonctionnement, ou la mise en hors service de l'équipement électronique de l'adversaire, y compris les contre mesures, l'équipement de brouillage et l'équipement antibrouillage ;
 - Les équipements électroniques ou les systèmes conçus dans le but de tester et surveiller le spectre électromagnétique pour des fins de sécurité et de renseignements militaires ou contre une telle surveillance et un tel contrôle ;
 - Les équipements de contre mesures sous-marines, y compris les émetteurs de camouflage, les interférences, et les équipements conçus pour générer des faux signaux et trompeurs, afin de distraire les récepteurs recevant les ondes ultrasonores ;
 - Les équipements pour la sécurité des données, le traitement des données et la transmission de signaux utilisée dans les processus de cryptage et de décryptage pour protéger les informations d'État secrètes (sauf les produits cryptographiques civils) ;
 - Les équipements utilisés dans l'identification, l'authentification, la gestion et la génération de clés, la production et la distribution d'équipements cryptographiques pour protéger les informations d'État secrètes ;
 - Les équipements militaires spécialisés dans le guidage et l'orientation (comme le guidage, le pilote de missile) ;

- Les démodulateurs numériques spécialement conçus pour les signaux de renseignement.
- Les machines de communication militaire, et machines spécialisées de commandement militaire de toutes sortes.
- ~ Les différents types de pétards (sauf les fusées éclairantes utilisées en matière de sécurité maritime, conformément aux directives du Ministère des Transports), les lanternes célestes, et les différents types d'équipements qui interfèrent avec les instruments de mesure de vitesse du trafic routier.
- ~ Les produits chimiques de type I stipulés dans la Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'emploi des armes chimiques et sur leur destruction (1992), et dans l'annexe n°1 du décret n°38/2014/ND-CP du 6 mai 2014, réglementant la gestion des produits chimiques soumis à son contrôle et énumérés dans le traité susmentionné.
- ~ Les produits chimiques figurant sur la liste des produits chimiques interdits dans l'annexe n°3 du décret n°113/2017/ND-CP du 9 octobre 2017, mettant en œuvre la Loi sur les produits chimiques (disponible uniquement en langue vietnamienne).
- ✕ Les biens de consommation, les équipements médicaux et les véhicules d'occasion, comprenant les catégories de biens suivantes :
 - ~ Les textiles, vêtements et chaussures ;
 - ~ Les produits électroniques ;
 - ~ Les produits de réfrigération ;
 - ~ Les appareils électroménagers ;
 - ~ Les équipements médicaux ;
 - ~ Les objets de décoration intérieure (pour la maison) ;
 - ~ Les biens ménagers composés à base de porcelaine, de terre cuite, de verre, de métal, de résine (plastique), de caoutchouc, de plastique et autres matériaux.
 - ~ Les vélos.
 - ~ Les véhicules à moteur et les motocycles.
 - ~ Tous les types de produits culturels figurant dans la catégorie interdite de diffusion ou de circulation, ou pour lesquels il y a une décision de suspension de diffusion, de circulation, de rappel, de confiscation ou de destruction au Vietnam.
 - ~ Les produits informatiques d'occasion, y compris les produits relevant des codes HS 8443.31.19, 8443.31.29, 8443.31.39, 8443.32.19, 8443.32.29, 8443.32.39, 8443.32.49, 8443.32.90, 8443.99.20, 84.70, 84.71, 85.17, 85.18, 85.25, 85.26, 85.27, 85.28, 85.34, 85.40, 85.42, 85.44.42.11, 85.44.42.13, 85.44.42.19, 85.44.42.21, 85.44.42.23, 85.44.49.11, 85.44.49.13, 85.44.49.19, 85.44.49.21, 85.44.49.22, 85.44.49.23, 85.44.49.24, 85.44.49.29, 85.44.49.31, 85.44.49.32, 85.44.49.39, 85.44.70.10, 85.44.70.90.
- ✕ Tous les types de publication dans la catégorie interdite de diffusion et de circulation au Vietnam.

- ✘ Les timbres postaux dans la catégorie dans laquelle le commerce, l'échange, l'exposition ou la diffusion sont interdits par Loi sur la poste.
- ✘ Les équipements sans fil et les équipements d'application d'ondes électromagnétiques dans les réseaux sans fil non conformes au plan directeur sur les fréquences et aux spécifications techniques de la Loi sur les fréquences sans fil.
- ✘ Les véhicules avec un système de conduite à droite (y compris les véhicules désassemblés et ceux dont le mécanisme a été modifié avant l'arrivée du véhicule au Vietnam), sauf pour les véhicules spécifiques avec conduite à droite, utilisés à petite échelle et ne circulant pas sur les routes. C'est le cas des grues, des machines creusant les canaux et les égouts, des balayeuses, des véhicules d'arrosage, de véhicules de ramassage de ordures, des véhicules de revêtement routier, des véhicules transportant les passagers dans les aéroports, des chariots élévateurs dans les ports et les entrepôts, les camions pompes à béton et les voiturettes pour les terrains de golf et les parcs.
- ✘ Les différents types d'automobiles, de véhicules à quatre roues motorisés et d'ensembles de composants d'assemblage automobile dont le numéro de châssis ou de moteur a été effacé, modifié ou refrappé.
- ✘ Tous les types de motos ou de cyclomoteurs dont le numéro de châssis ou de moteur a été effacé, modifié ou refrappé.
- ✘ Tous les types d'automobiles ou de motocycles dont le numéro de châssis ou de moteur a été effacé, modifié ou refrappé.
- ✘ Les matériaux et installations de transport, incluant :
 - ~ Les machines, les châssis, les pneus et les tubes, les accessoires et les moteurs des automobiles, des tracteurs, des cyclomoteurs et autres véhicules motorisés.
 - ~ Les châssis attachés aux moteurs des automobiles, des tracteurs (y compris les nouveaux châssis attachés aux moteurs d'occasion, et les châssis d'occasion attachés à des nouveaux moteurs).
 - ~ Les différents types d'automobiles dont la structure a été modifiée pour détourner l'usage initial.
 - ~ Les différents types d'automobiles, de motocycles et de cyclomoteurs (à l'exclusion des produits d'occasion), et de véhicules de tourisme à quatre roues motorisées qui sont d'occasion de plus de 5 ans, calculés à partir de l'année de fabrication à l'année d'importation.
 - ~ Les ambulances.
- ✘ Les produits chimiques énumérés à l'annexe III de la Convention de Rotterdam.
- ✘ Les agents phytosanitaires dont l'utilisation est interdite au Vietnam.
- ✘ Les spécimens rares d'animaux et de plantes énumérés à l'annexe I de la CITES (Convention on international trade in endangered species), provenant de la nature et utilisés à des fins commerciales.

- ✘ Les spécimens et produits transformés concernant les rhinocéros blancs, les rhinocéros noirs et les éléphants d'Afrique.
- ✘ Les déchets et équipements frigorifiques utilisant les CFC.
- ✘ Les produits et matériaux contenant de l'amiante du groupe amphibole.

Les licences d'importations sont requises pour l'importation des produits suivants :

- ✘ Les biens soumis au régime des contingents tarifaires :
 - ~ Le sel ;
 - ~ Les matériaux primaires de tabac ;
 - ~ Les œufs de volaille ;
 - ~ Le sucre raffiné et le sucre brut.
- ✘ Les produits chimiques et les produits contenant des produits chimiques.
- ✘ Les produits chimiques des listes 2 et 3 de l'annexe A du décret n°38 du Gouvernement, adopté le 6 mai 2014, sur la gestion des produits chimiques sous contrôle de la Convention interdisant le développement, la production, le stockage, l'utilisation et la destruction des armes chimiques (disponible en langue vietnamienne).
- ✘ Les précurseurs industriels.
- ✘ Les matières explosives et les matières explosives industrielles.
- ✘ Les matières premières de tabac, les produits de tabac, les papiers pour cigarettes/tabac, et les machines et les équipements spécialisés utilisés pour produire du tabac et des accessoires de remplacement.
- ✘ Les fusées de détresse utilisées en matière de sécurité maritime.
- ✘ Les agents phytosanitaires ne figurant pas encore sur la liste des agents phytosanitaires dont l'utilisation est autorisée au Vietnam dans le but de les importer temporairement pour les exporter ou les importer pour les produire au Vietnam, en vue de les exporter conformément à un contrat signé avec une partie étrangère.
- ✘ Les agents phytosanitaires utilisés à des fins de fumigation mais qui ne contiennent pas de bromure de méthyle ou d'autres éléments chimiques toxiques de type I et II, en vertu du système général harmonisé de classification et de labellisation des produits chimiques (GHS).
- ✘ Les agents phytosanitaires ne figurant pas encore sur la liste des agents phytosanitaires dont l'utilisation est autorisée au Vietnam, importés pour être testés puis être enregistrés en tant que produits phytosanitaires (légaux).
- ✘ Les agents phytosanitaires ne figurant pas encore sur la liste des agents phytosanitaires dont l'utilisation est autorisée au Vietnam, importés pour être testés et faire l'objet de recherches ; ou pour être utilisés dans le cadre d'un projet d'investissement ; ou pour être utilisés en tant

qu'échantillons dans une exposition ; ou dans d'autres cas en vertu d'une décision de MARD (modes alternatifs de règlement des différends).

- ✘ Les agents sur la liste des agents phytosanitaires dont l'utilisation est interdite au Vietnam, mais importés en tant que matériaux de référence.
- ✘ Les matériels de reproduction animale ne figurant pas sur la liste des matériels dont la production et le commerce est autorisé au Vietnam ; les différents types d'insectes qui n'ont pas encore été trouvés au Vietnam ; et les matériels de reproduction animale importés pour la première fois au Vietnam.
- ✘ Les jeunes plants pour l'élevage et la culture des plantes dans le secteur de la protection des végétaux, et d'autres produits figurant sur la liste de ceux soumis à une quarantaine et à une analyse des risques phytosanitaires avant d'être importés au Vietnam.
- ✘ Les jeunes plants de culture qui ne figurent pas sur la liste des produits dont la production et le commerce sont autorisés au Vietnam et qui sont importés à des fins de recherche, d'essai, de production expérimentale, ou importés à des fins de coopération internationale, d'échantillons dans le cadre d'une exposition, en tant que cadeau ou dans le but de mettre en œuvre un programme ou un projet d'investissement.
- ✘ La nourriture pour le bétail et les matières premières pour la production de la nourriture pour les animaux ; la nourriture pour l'aquaculture et les matières premières pour produire de la nourriture pour les créatures marines qui ne figurent pas sur la liste des produits autorisés à la circulation au Vietnam.
- ✘ Les engrais dont la circulation n'est pas autorisée au Vietnam sont les suivants :
 - ~ Les engrais à des fins d'essais ;
 - ~ Les engrais spécifiques utilisés pour les stades de sport et les zones de divertissement ;
 - ~ Les engrais à usage spécifique pour les entreprises à capitaux étrangers, destinés à la production dans le cadre d'une entreprise ou pour les investissements étrangers au Vietnam.
 - ~ Les engrais utilisés comme cadeau ou comme échantillon ;
 - ~ Les engrais destinés à être présentés à une exposition ou une foire ;
 - ~ Les engrais importés aux fins de produire des engrais pour l'exportation ;
 - ~ Les engrais servant à la recherche scientifique ;
 - ~ Les matières premières pour la production d'engrais.
- ✘ Les gènes de plantes, animaux, et microorganismes servant à la recherche scientifique et aux échanges scientifiques et techniques.
- ✘ Les produits finis qui ne figurent pas sur la liste des produits interdits à la circulation au Vietnam, ou sur la liste des produits dont l'importation est conditionnelle.
- ✘ Les jeunes plants marins qui ne figurent pas sur la liste des produits autorisés pour la première importation au Vietnam.

- ✘ Les produits vivants de l'aquaculture ou de la pêche qui ne figurent pas sur la liste des produits dont l'importation est autorisée au Vietnam aux fins d'alimentation.
- ✘ Les timbres postaux, les publications sur les timbres postaux et autres lignes d'articles des timbres postaux.
- ✘ Les produits de cybersécurité comprenant :
 - ~ Les produits pour tester et évaluer la sécurité des réseaux.
 - ~ Les produits de surveillance pour la sécurité des réseaux.
 - ~ Les produits anti-piratage.
- ✘ Les médicaments faisant l'objet de contrôle particulier.
- ✘ Les matières premières pour la production de médicaments qui n'ont pas de certificat d'enregistrement pour la circulation au Vietnam, sauf les matières premières pour la production de médicaments soumis à un contrôle particulier.
- ✘ Les matériaux de référence et emballages qui sont directement en contact avec les médicaments (qu'ils contiennent).
- ✘ Les équipements et installations médicaux qui n'ont pas de numéro de circulation, et qui sont importés à des fins d'essais et de recherche, ou pour faciliter l'usage ou réparer des équipements et installations médicaux.
- ✘ Les équipements et installations médicaux qui n'ont pas de numéro de circulation, et qui sont importés à des fins d'assistance.
- ✘ Les équipements et installations médicaux qui n'ont pas de numéro de circulation, et qui sont importés à des fins de traitement médical individuel.
- ✘ Les produits chimiques et les préparations chimiques importés à des fins de recherche.
- ✘ Les préparations chimiques importés à des fins d'assistance ; ou utilisés pour des fins spécifiques (tels que les dons, ou sur les marchés qui n'ont pas de produits ou de méthodes d'utilisation conformes aux exigences du demandeur d'importation).
- ✘ Les équipements médicaux enregistrés comme contenant des substances narcotiques ou des précurseurs ; les matériaux utilisés pour la fabrication des équipements médicaux sont des substances narcotiques ou des précurseurs.
- ✘ Les équipements médicaux contenant des substances narcotiques ou des précurseurs importés à des fins de recherche ou d'inspection.
- ✘ Les matières premières pour la fabrication d'équipements médicaux contenant des substances narcotiques ou des précurseurs, et importées à des fins de recherche ou d'inspection.
- ✘ Les matières premières pour l'or.

Les exigences techniques applicables en général

Les biens sont divisés en deux groupes distincts : le groupe 1 comprend les biens qui ne causent aucun dommage à l'homme, aux animaux, aux végétaux, aux actifs ou à l'environnement. Le groupe 2 comprend les biens qui sont susceptibles de causer des dommages latents à l'homme, aux animaux, aux végétaux, aux actifs ou à l'environnement. Bien que le contrôle qualité des biens du groupe 1 se base sur les normes applicables annoncés par les producteurs, le contrôle qualité des biens du groupe 2 se base sur les exigences techniques émises par les autorités compétentes concernées.

Les normes applicables à tous les produits importés doivent être annoncées. Les producteurs et les importateurs doivent annoncer les propriétés fondamentales, les informations d'avertissement et les standards de normes sur (i) les emballages de biens ; (ii) les étiquettes de marchandises ; ou (iii) les documents accompagnant les produits et les marchandises.

Les biens importés du groupe 2 doivent faire l'objet d'un contrôle de qualité. Le contrôle de ces biens comprend l'examen des résultats de l'évaluation de conformité, les étiquettes des marchandises, des cachets justifiant de la conformité aux normes et aux règlements, et des documents accompagnant les biens soumis à examen. De plus, les échantillons de biens importés doivent être testés conformément aux normes applicables annoncées et aux règlements techniques pertinents.

Les exigences techniques applicables aux biens du groupe 2 ont été définies par les agences gouvernementales ou les ministères affiliés au produit concerné. Plus particulièrement :

- ✧ Les produits et les marchandises sous la gestion du Ministère de l'agriculture et du développement rural, ainsi que les normes/règlements techniques pertinents et le formulaire d'inspection peuvent être trouvés dans la circulaire n°14/2018/TT-BNNPTNT.
- ✧ Les produits et les marchandises sous la gestion du Ministère du travail, des invalides et des affaires sociales, ainsi que les normes/règlements techniques pertinents et le formulaire d'inspection peuvent être trouvés dans la circulaire n°01/2021/TT-BLDTBXH.
- ✧ Les produits et les marchandises sous la gestion du Ministère de la sécurité publique, ainsi que les normes/règlements techniques pertinents et le formulaire d'inspection peuvent être trouvés dans la circulaire n°08/2019/TT-BCA.
- ✧ Les produits et les marchandises sous la gestion du Ministère de l'industrie et du commerce peuvent être trouvés dans la circulaire n°33/2017/TT-BCT (disponible seulement en langue vietnamienne).
- ✧ Les produits et les marchandises sous la gestion du Ministère des transports, ainsi que les normes/règlements techniques pertinents et le formulaire d'inspection peuvent être trouvés dans la circulaire n°41/2018/TT-BGTVT.
- ✧ Les produits et les marchandises sous la gestion du Ministère de l'information et de la communication peuvent être trouvés dans la circulaire n°01/2021/TT-BTTTT.
- ✧ Les produits et les marchandises sous la gestion du Ministère de la science et de la technologie peuvent être trouvés dans la circulaire n°01/2009/TT-BKHCHN.

- ✘ Les produits et les marchandises sous la gestion du Ministère de la culture, du sport et du tourisme peuvent être trouvés dans la circulaire n°24/2018/TT-BVHTTDL.

Le dossier d'enregistrement de la déclaration (annonce) de conformité aux normes techniques :

Le propriétaire du bien doit déposer deux séries de demandes d'enregistrement de la déclaration de conformité aux normes techniques. La première doit être soumise directement ou par courrier au département local des normes, de la métrologie et de la qualité, dans lequel le fabricant est enregistré. La seconde est conservée par le propriétaire du bien. La demande doit comprendre les éléments suivants :

- ✘ Si la déclaration de conformité aux normes techniques est basée sur les résultats de certification de conformité aux normes délivrée par un organisme tierce de certification enregistré, la demande d'enregistrement de conformité doit comporter :
 - ~ La déclaration de conformité aux normes ;
 - ~ Les copies originales des documents prouvant l'activité commerciale de la personne morale ou physique, et déclarant la conformité du produit aux normes (acte d'immatriculation de la société, certificat d'enregistrement de l'investissement ou autres documents équivalents) ;
 - ~ La copie originale de la norme appliquée ;
 - ~ La copie originale du certificat de conformité aux normes délivrée par l'organisme de certifications enregistré, accompagné du marquage de conformité.
- ✘ Si la déclaration de conformité aux normes techniques est basée sur les résultats d'auto-évaluation de la personne morale ou physique, la demande d'enregistrement de la déclaration de conformité doit comprendre :
 - ~ La déclaration de conformité aux normes ;
 - ~ Les copies originales des documents prouvant l'activité commerciale de la personne morale ou physique, et déclarant la conformité du produit aux normes (acte d'immatriculation de la société, certificat d'enregistrement de l'investissement ou autres documents équivalents) ;
 - ~ La copie originale de la norme appliquée ;
 - ~ Si le propriétaire du produit n'a pas encore obtenu le certificat de conformité aux normes relatives au système de gestion, telles que ISO 9001, ISO 22000 ou HACCP, la demande doit inclure le processus de production et le plan contrôle-qualité envisagé et appliqué, et le plan de supervision du système de gestion.
- ✘ Si le propriétaire du produit a obtenu une certification de conformité aux normes relatives au système de gestion (ISO 9001, ISO 22000, HACCP et autres), délivrée par un organisme de certifications enregistré, la demande doit comprendre une copie du certificat original et valide de conformité aux normes relatives au système de gestion.
- ✘ Le rapport d'évaluation de conformité aux normes, accompagné d'une copie originale du résultat d'essai de l'échantillon, dans un délai de 12 mois, calculé jusqu'à la date de dépôt de la demande d'enregistrement de l'annonce de conformité aux normes, faite par les organismes d'essais enregistrés.

Le dossier d'enregistrement de la déclaration (annonce) de conformité aux règlements techniques :

Les personnes morales et physiques qui se déclarent en conformité avec les règlements techniques doivent préparer des dossiers de déclaration de conformité aux règlements techniques et les soumettre directement ou par courrier au Ministère compétent (voir liste ci-dessous). Le dossier doit comprendre :

- ✧ Si la déclaration de conformité est basée sur l'auto-évaluation de la personne morale ou physique, le dossier de déclaration de conformité aux règlements techniques doit comporter :
 - ~ La déclaration de conformité aux règlements techniques ;
 - ~ Le rapport d'auto-évaluation, signé et daté par le président de la personne morale ou une personne physique, comportant :
 - Le nom de la personne morale ou de la personne physique ; l'adresse ; le numéro de téléphone et de fax ;
 - Le nom des produits et des marchandises ;
 - Le nombre de règlements techniques ;
 - La conclusion que les produits et les marchandises sont conformes aux règlements techniques ;
 - L'engagement personnel visant à s'assurer que la qualité des produits et des marchandises soit conforme aux règlements techniques et aux normes applicables énoncées, et assumant l'entière responsabilité devant la loi de la qualité des produits et marchandises et des résultats de l'auto-évaluation.

Le rapport d'auto-évaluation est basé sur les résultats de l'auto-mise en œuvre de la personne morale ou de la personne physique, ou sur les résultats d'évaluation de l'organisme de conformité enregistré chargé de l'évaluation.

- ✧ En cas de déclaration de conformité basé sur un certificat de résultats de conformité d'un organisme tiers d'essais enregistrés, le dossier de déclaration de conformité aux règlements techniques doit inclure :
 - ~ La déclaration de conformité aux règlements techniques ;
 - ~ Le nom de l'organisme tiers d'essais enregistrés, le numéro du certificat, la date de délivrance du certificat ;
 - ~ La copie originale du certificat de conformité aux règlements techniques pertinents, accompagné du marquage de conformité réglementaire, délivrée par l'organisme tiers d'essais enregistrés.

Les taxes applicables

Les produits importés peuvent être soumis à une taxe sur la valeur ajoutée (TVA) et à la taxe spéciale sur la consommation.

En général, les marchandises sont soumises à 5% à 10% de TVA, sauf pour certaines marchandises qui en sont exemptées ou pour les importations qui en sont exemptées selon les circonstances, telles que les marchandises qui transitent à travers le territoire vietnamien, les marchandises temporairement importées en vue de les exporter, etc.

De plus, les marchandises importées sont soumises à la taxe spéciale sur la consommation, qui varie entre 7% et 150% en fonction de la nature du bien :

- ✧ Les cigarettes, les cigares et autres préparations de tabac utilisées pour fumer, inhaler, mâcher, sentir ou garder en bouche ;
- ✧ Les boissons alcoolisées ;
- ✧ La bière ;
- ✧ Les véhicules de moins de 24 places, y compris les véhicules pour le transport de passagers et de marchandises avec deux rangées de sièges ou plus et des cloisons fixes entre les soutes à passagers et les soutes à marchandises.
- ✧ Les motocycles d'une capacité cylindrée supérieure à 125 cm, avec deux ou trois roues ;
- ✧ Les avions et les yachts ;
- ✧ L'essence de toutes sortes ;
- ✧ Les climatiseurs de 90 000 BTU ou moins ;
- ✧ Les cartes à jouer ;
- ✧ Les papiers dorés votifs ou les objets votifs.

Les exigences applicables à l'étiquette des marchandises

Généralement, l'étiquette d'un produit doit contenir les informations suivantes : le nom du produit, le nom et l'adresse de la personne morale ou de la personne physique responsable du produit, et l'origine du produit.

Une étiquette supplémentaire présentant les informations obligatoires en vietnamienne est requise pour les biens importés, en plus de l'étiquette initiale. Les informations sur l'étiquette doivent être la traduction directe en vietnamien de l'étiquette dans sa langue d'origine. De plus, si l'étiquette originale du bien importé ne contient pas l'ensemble des informations obligatoires en vietnamien, l'importateur doit ajouter une étiquette secondaire en vietnamien, avant ou après le dédouanement du bien, mais avant leur mise en circulation.

Selon le type de marchandises importées et des lois qui s'appliquent à de telles marchandises, il peut y avoir des exigences supplémentaires obligatoires. Veuillez-vous référer au document ci-joint pour ces exigences en matière d'étiquetage.

Les mesures correctives commerciales contre les importations au Vietnam

Le Vietnam impose des droits ou mesures supplémentaires pour les marchandises importées, si ces marchandises sont à l'origine (i) d'un dumping préjudiciable, (ii) d'une subvention préjudiciable ou (iii) d'une augmentation soudaine et préjudiciable des marchandises importées.

- Les droits antidumping

En vertu de la loi, les marchandises importées sont soumises à des droits antidumping si une enquête antidumping démontre que le prix à l'exportation des marchandises importées est inférieur à leur prix normal, causant ainsi ou étant susceptible de causer un préjudice important à l'industrie nationale concernée.

Actuellement, le Vietnam n'impose aucun droit antidumping sur les marchandises importées depuis l'Union Européenne.

- Les droits compensateurs

Alors que les droits antidumping concernant le comportement commercial privé des exportateurs, les mesures compensatoires concernent certaines subventions accordées par les gouvernements. Les droits compensateurs sont appliqués lorsque les marchandises subventionnées importées au Vietnam causent ou sont susceptibles de causer un préjudice important à l'industrie nationale, ou empêchent la constitution d'une industrie nationale.

Actuellement, le Vietnam n'impose aucun droit compensateur aux marchandises importées depuis l'Union Européenne.

- Les mesures de sauvegarde

Les mesures de sauvegarde sont des mesures appliquées lorsque des marchandises sont importées de manière excessive au Vietnam, causant ou étant susceptibles de causer un préjudice important à l'industrie nationale.

Les mesures de sauvegarde comprennent l'application d'une (i) taxe de sauvegarde, (ii) de quotas d'importation, (iii) de contingents tarifaires, (iv) de licences d'importation, et d'autres mesures de sauvegarde.

LA DISTRIBUTION DES MARCHANDISES AU VIETNAM

Les exigences applicables

Pour distribuer des marchandises au Vietnam, il faut tout d'abord obtenir le certificat d'enregistrement d'investissement et l'acte d'immatriculation de la société, conformément à ce qui a été énuméré ci-dessus.

Pour vendre des marchandises aux clients finaux, une licence d'exploitation commerciale et une licence d'établissement d'un point de vente sont également nécessaires.

La distribution comprend :

- ✧ Le commerce de gros : la vente de marchandises à des grossistes, des détaillants ou à d'autres organismes ou commerçants ;
- ✧ La vente au détail : la vente de marchandises à des particuliers, des ménages, ou autres organismes à fins de consommation. La vente au détail peut également comprendre l'exploitation d'un point de vente au détail, c'est-à-dire le lieu où la vente au détail s'effectue ;
- ✧ Les agences de vente : et
- ✧ La franchise

Les restrictions applicables

Il convient de noter qu'un droit d'importation est le droit d'importer des marchandises d'un pays étrangers au Vietnam pour les vendre à des commerçants qui ont le droit de les redistribuer au Vietnam. Un droit d'importation ne comprend pas le droit d'établir ou de participer à un système de distribution au Vietnam.

Par conséquent, si vous avez le droit d'importer vos marchandises au Vietnam, vous avez le droit de les vendre à des commerçants qui ont le droit de les distribuer au Vietnam.

Dans l'hypothèse où vos marchandises sont des lubrifiants, le département local de l'industrie et du commerce envisage d'accorder le droit d'importation et le droit de distribution en gros à une entité commerciale à investissement étranger exerçant l'une des activités suivantes :

- ✧ La fabrication de lubrifiants au Vietnam ;
- ✧ La fabrication ou la distribution de machines, équipements, ou biens utilisant des lubrifiants particuliers au Vietnam.

Concernant le riz, le sucre, les éléments enregistrés, les livres, les journaux et les magazines : le département de l'industrie et du commerce envisage d'accorder un droit de distribution au détail à une entité commerciale à investissement étranger disposant déjà de points de vente au détail sous la forme de supermarchés, mini-supermarchés ou des magasins de proximités pour vendre les produits ci-dessous.

Les procédures applicables pour une société créant un point de vente/un magasin de produits importés

Une entité à investissement étranger doit faire la demande d'une licence d'établissement d'un point de vente au détail après avoir obtenu une licence d'exploitation commerciale et la documentation relative au point de vente au détail.

Si le point de vente au détail se situe dans la même province/ville que le siège social, l'entité à investissement étranger doit demander la licence d'exploitation commerciale et la licence d'établissement d'un point de vente au détail au même moment.

L'entité à investissement étranger soumet un dossier de demande directement, par courrier ou en ligne, auprès du département local de l'industrie et du commerce.

Le dossier de demande de la licence d'exploitation commerciale doit inclure :

- ✧ Un formulaire de demande de licence d'exploitation commerciale ;
- ✧ Un document explicatif spécifiant :
 - ~ Les conditions de délivrance de la licence d'exploitation commerciale ;
 - ~ Un plan de développement d'entreprise : les activités commerciales les méthodes de travail ; la présentation du plan d'entreprise et du développement du marché ; la demande de main-d'œuvre ; l'évaluation des implications et de l'efficacité socioéconomique du plan de développement ;
 - ~ Un plan financier : un relevé de compte établi sur la base du dernier état financier audité si l'entreprise est établie depuis au moins un an au Vietnam ; l'explication du capital, les sources de financement et les plans de levée de fond ; accompagné d'autres documents financiers.
- ✧ Un document justifiant que l'entreprise n'a pas d'arriérés d'impôts auprès de l'administration fiscale.
- ✧ Les copies de : l'acte d'immatriculation de la société ; le certificat d'enregistrement de la société pour la vente de marchandises et d'autres activités connexes.

Dans un délai de trois jours ouvrables à compter de la réception du dossier de demande, le département local de l'industrie et du commerce peut demander à déposer des documents supplémentaires au cas où le dossier ne serait pas valide. Dans un délai de dix jours ouvrables à compter de la réception du dossier valide, le département de l'industrie et du commerce délivre la licence d'exploitation commerciale si l'entité à investissement étranger satisfait aux conditions requises pour la délivrance d'une licence d'exploitation commerciale.

Dans l'hypothèse où l'entité à investissement étranger demande la licence d'exploitation commerciale et la licence d'établissement d'un point de vente au détail au même moment, le dossier doit inclure :

- ✧ Un formulaire de demande de licence d'exploitation commerciale ;
- ✧ Un formulaire de demande de licence d'établissement d'un point de vente au détail ;
- ✧ Un document explicatif spécifiant :
 - ~ Les conditions de délivrance de la licence d'exploitation commerciale ;
 - ~ Un plan de développement d'entreprise : les activités commerciales les méthodes de travail ; la présentation du plan d'entreprise et du développement du marché ; la demande de main-d'œuvre ; l'évaluation des implications et de l'efficacité socioéconomique du plan de développement ;

- ~ Un plan financier : un relevé de compte établi sur la base du dernier état financier audité si l'entreprise est établie depuis au moins un an au Vietnam ; l'explication du capital, les sources de financement et les plans de levée de fond ; accompagné d'autres documents financiers.
- ✧ Un document explicatif spécifiant :
 - ~ L'emplacement du point de vente au détail : l'adresse du magasin ; la description des espaces communs, des espaces connexes et des zones à utiliser pour l'établissement du magasin ; et une explication sur la satisfaction des conditions prescrites, accompagné des données relatives à l'emplacement du magasin ;
 - ~ Le plan de développement commercial : la présentation du plan d'entreprise et du développement du marché ; la demande de main d'œuvre ; l'évaluation des implications et de l'efficacité socioéconomique du plan de développement ;
 - ~ Un plan financier : un relevé de compte établi sur la base du dernier état financier audité si l'entreprise est établie depuis au moins un an au Vietnam ; et une explication du capital, des sources de capital et des méthodes de mobilisation du capital, accompagnée des données financières.
- ✧ Un document justifiant que l'entreprise n'a pas d'arriérés d'impôts auprès de l'administration fiscale.
- ✧ Les copies de : l'acte d'immatriculation de la société ; le certificat d'enregistrement de la société pour la vente de marchandises et d'autres activités connexes et de l'établissement d'un point de vente au détail (le cas échéant).

Dans un délai de trois jours ouvrables à compter de la réception du dossier de demande, le département local de l'industrie et du commerce peut exiger la remise de documents supplémentaires si le dossier de demande n'est pas valide. Dans un délai de vingt jours ouvrables à compter de la réception du dossier valide, le département local de l'industrie et du commerce délivrera la licence d'exploitation commerciale si l'entité à investissement étranger satisfait aux exigences de délivrance d'une licence d'établissement d'un point de vente au détail.

Dans le cas où une entité à investissement étranger demande une licence d'établissement d'un premier point de vente au détail qui ne se situe pas dans la même province/ville que le siège social, elle doit, après avoir obtenu la licence d'exploitation commerciale, demander une autre licence d'établissement d'un point de vente au détail. Le dossier de demande doit comprendre :

- ✧ Un formulaire de demande de licence d'établissement d'un point de vente au détail ;
- ✧ Un document explicatif spécifiant :
 - ~ Les conditions de délivrance de la licence d'exploitation commerciale ;
 - ~ Un plan de développement d'entreprise : les activités commerciales les méthodes de travail ; la présentation du plan d'entreprise et du développement du marché ; la demande de main-d'œuvre ; l'évaluation des implications et de l'efficacité socioéconomique du plan de développement ;
 - ~ Un plan financier : un relevé de compte établi sur la base du dernier état financier audité si l'entreprise est établie depuis au moins un an au Vietnam ; l'explication du

capital, les sources de financement et les plans de levée de fond ; accompagné d'autres documents financiers.

- ✧ Un document explicatif spécifiant :
 - ~ L'emplacement du point de vente au détail : l'adresse du magasin ; la description des espaces communs, des espaces connexes et des zones à utiliser pour l'établissement du magasin ; et une explication sur la satisfaction des conditions prescrites, accompagné des données relatives à l'emplacement du magasin ;
 - ~ Le plan de développement commercial : la présentation du plan d'entreprise et du développement du marché ; la demande de main d'œuvre ; l'évaluation des implications et de l'efficacité socioéconomique du plan de développement ;
 - ~ Un plan financier : un relevé de compte établi sur la base du dernier état financier audité si l'entreprise est établie depuis au moins un an au Vietnam ; et une explication du capital, des sources de capital et des méthodes de mobilisation du capital, accompagnée des données financières.
- ✧ Un document justifiant que l'entreprise n'a pas d'arriérés d'impôts auprès de l'administration fiscale.
- ✧ Les copies de : l'acte d'immatriculation de la société ; le certificat d'enregistrement de la société pour la vente de marchandises et d'autres activités connexes et de l'établissement d'un point de vente au détail (le cas échéant).

Dans un délai de trois jours ouvrables à compter de la réception du dossier de demande, le département local de l'industrie et du commerce peut exiger la remise de documents supplémentaires si le dossier de demande n'est pas valide. Dans un délai de vingt jours ouvrables à compter de la réception du dossier valide, le département local de l'industrie et du commerce délivrera la licence d'exploitation commerciale si l'entité à investissement étranger satisfait aux exigences de délivrance d'une licence d'établissement d'un point de vente au détail.

LE E-COMMERCE AU VIETNAM

Les plateformes principales au Vietnam

Les sites de vente en ligne : c'est un site en ligne de commerce développé par des commerçants, des personnes morales ou physiques, pour effectuer des ventes, des promotions commerciales ou des prestations de service.

Les sites de prestations de services en ligne : c'est un site en ligne de commerce développé par des commerçants ou des personnes morales pour fournir un environnement à d'autres commerçants, personnes morales ou physiques, pour qu'ils puissent mener leurs activités commerciales.

Les sites de prestations de services peuvent être les suivants :

- ✧ Des salles de marché pour le commerce électronique ;

- ✧ Des sites d'enchères en ligne ;
- ✧ Des sites de promotion en ligne.

Les principaux sites de vente en ligne au Vietnam sont :

- ✧ www.tiki.vn
- ✧ www.lazada.vn
- ✧ www.shopee.vn
- ✧ www.sendo.vn

Les paiements sur les plateformes de e-commerce

Les paiements peuvent être faits par paiement à la livraison, virement bancaire, portefeuille électronique, carte de crédit et carte à gratter.

Outre le paiement à la livraison, qui reste populaire sur le marché vietnamien des achats en ligne, les paiements par carte correspondent à 34% des transactions en 2019. Les cartes de débit s'élevaient à 1,26 par habitant, contre 0,08 par habitant pour les cartes de crédit. Les paiements par carte de débit sont beaucoup plus probables que les paiements par carte de crédit.

Les portefeuilles électroniques sont la méthode de paiement qui connaît la plus forte croissance au Vietnam. A l'heure actuelle, les marques de portefeuilles électroniques les plus populaires sont Paypal®, et les marques nationales Momo et ZaloPay.

La vente de produits

En vertu du décret n°52/2013/ND-CP sur les activités de commerce électronique au Vietnam, les catégories de personnes suivantes sont interdites de vendre des produits sur les sites de commerce électronique :

- ✧ Les personnes physiques étrangères résidant au Vietnam ; ou,
- ✧ Les commerçants et personnes morales étrangères (offshore) ayant une présence au Vietnam à travers : (a) des activités d'investissement (établissement d'entités locales ou l'achat d'actions/capitaux dans des sociétés vietnamiennes) ; (b) l'établissement de succursales ou de bureaux de représentation ; ou (c) la création d'un site en ligne sous un nom de domaine vietnamien.

Dans le dernier projet de décret, révisant le décret n°52/2013/ND-CP, les personnes morales et physiques étrangères peuvent également participer aux activités de commerce en ligne au Vietnam. Cependant, le projet de décret n'est pas encore entré en vigueur.

Afin de vendre des produits sur les principaux sites en ligne au Vietnam, vous devrez vous conformer aux politiques d'enregistrement de chaque site de vente en ligne :

Pour vendre des produits sur www.tiki.vn, voir [ici](#).

Pour vendre des produits sur www.lazada.vn, voir [ici](#).

Pour vendre des produits sur www.shopee.vn, voir [ici](#).

Pour vendre des produits sur www.sendo.vn, voir [ici](#).

La politique de retour

Chaque site de vente en ligne a sa propre politique de retour.

Sur www.tiki.vn, voir [ici](#).

Sur www.lazada.vn, voir [ici](#).

Sur www.shopee.vn, voir [ici](#).

Sur www.sendo.vn, voir [ici](#).

L'EXPORTATION DE SERVICES AU VIETNAM, CONFORMÉMENT AU EVFTA

La méthode d'exportation de services vers le Vietnam

Comme indiqué ci-dessus, le Vietnam est maintenant membre de l'OMC et partie signataire de l'EVFTA et du CPTPP. Autrement dit, le Vietnam a élargi son marché au commerce des services avec/depuis les autres États membres, dans un large éventail de secteurs/sous-secteurs de service, allant des services commerciaux et financiers aux services d'éducation, comme le montrent les listes d'engagements spécifiques sous chaque instrument international.

Les services étrangers peuvent être exportés au Vietnam par le biais d'un ou plusieurs modes de fourniture suivants :

- La fourniture transfrontalière (Mode 1) : les services circulent d'un territoire d'un des partenaires commerciaux (un état), au territoire de l'autre partenaire commercial.
- La consommation à l'étranger (Mode 2) : le consommateur de services se déplace sur le territoire où le service est fourni.

- La présence commerciale (Mode 3) : le service est fourni par l'établissement d'une présence commerciale dans le territoire du consommateur.
- La présence temporaire de personnes physiques à des fins professionnelles (Mode 4) : les prestataires de services sont temporairement présents sur le territoire du consommateur.

Les engagements spécifiques dans le cadre du EVFTA

L'EVFTA offre aux commerçants et aux consommateurs un accès prévisible et fiable aux marchés des services européens et vietnamiens sous certaines conditions, appelées « réserves ». En termes d'accès au marché, le Vietnam s'est engagé à accorder aux services et fournisseurs de services européens un traitement non moins favorable que celui prévu en vertu des termes, limitations et conditions convenus et spécifiés à l'Annexe 8-B (liste d'engagements spécifiques du Vietnam).

Dans les secteurs dans lesquels des engagements ont été pris, le Vietnam ne doit pas adopter ou maintenir des mesures portant sur une subdivision régionale ou sur l'ensemble du territoire, à moins que cela soit spécifié sur la liste d'engagements spécifiques.

En termes de traitement national, dans les secteurs inscrits à l'Annexe 8-B (liste d'engagements spécifiques du Vietnam) et sous réserve des conditions et qualifications énoncées, le Vietnam doit accorder aux services et fournisseurs de services de l'Union Européenne, considérant les mesures affectant la fourniture de services transfrontalière, un traitement non moins favorable que celui qui est accordé aux services et fournisseurs de services nationaux.

L'EVFTA recouvre la fourniture de tous les secteurs/sous-secteurs de service, sauf :

- ✘ Les services audiovisuels ;
- ✘ Le cabotage maritime national ; et,
- ✘ Les services de transport aérien nationaux et internationaux, réguliers ou non, et les services directement liés à l'exercice du droit de trafic, autre que : (i) la réparation et l'entretien des aéronefs lorsqu'un aéronef est retiré du service ; (ii) la vente et la commercialisation des services de transport aérien ; (iii) les services de systèmes informatisés de réservation (CRS) ; et (iv) les services d'assistance en escale.

Les restrictions applicables dans le cadre du EVFTA

Les restrictions aux services transfrontaliers peuvent prendre les formes suivantes :

- ✘ Des limitations sur le nombre de fournisseurs de services, sous la forme de quotas numériques, de monopoles, de fournisseurs exclusifs ou de l'exigence d'un test des besoins économiques ;
- ✘ Des limitations sur la valeur totale des transactions de services ou des actifs, sous la forme de quotas numériques ou de l'exigence d'un test des besoins économiques ; et,

- ✧ Des limitations sur le nombre total d'opérations de services ou sur la quantité de services produits exprimés en unités numériques, sous la forme de quotas numériques ou de l'exigence d'un test des besoins économiques.
- ✧ Des exigences et procédures en matière d'octroi des licences, et des exigences en matière de qualification.

Les restrictions à la présence de personnes physiques fournissant des services au Vietnam comprennent :

- ✧ L'entrée et le séjour temporaire :
 - ~ Pour les directeurs ou les cadres, une période allant jusqu'à trois ans ;
 - ~ Pour les spécialistes, une période allant jusqu'à trois ans ;
 - ~ Pour les stagiaires, une période d'un an maximum. Cette restriction est effective depuis le 1^{er} août 2023 ;
 - ~ Pour les visiteurs d'affaires à des fins d'établissement, une période de 90 jours maximum ;
 - ~ Pour les vendeurs, une période de 90 jours maximum.
- ✧ Pour les fournisseurs de services des secteurs et sous-secteurs suivants :
 - ~ Les services d'architecture ;
 - ~ Les services d'urbanisme et d'architecture paysagère ;
 - ~ Les services d'ingénierie ;
 - ~ Les services intégrés d'ingénierie ;
 - ~ Les services informatiques et services connexes ;
 - ~ Les services d'enseignement supérieur (seulement ceux financés par les secteurs privés) ;
 - ~ Les formations de langue étrangère ; et,
 - ~ Les services environnementaux.
- ✧ Une personne physique doit être engagée dans la fourniture d'un service de manière temporaire en tant qu'employé d'une personne morale, dans le cadre d'un contrat d'une durée maximale de 12 mois ;
- ✧ Une personne physique qui se rend au Vietnam doit offrir ces services en tant qu'employé d'une personne morale fournissant des services pendant au moins deux ans à compter de la date de dépôt d'entrée au Vietnam ; de plus, la personne physique doit posséder, à la date de soumission de sa demande d'entrée au Vietnam, au moins cinq ans d'expérience professionnelle dans le secteur d'activité dans lequel le contrat s'inscrit ;
- ✧ La personne physique entrant au Vietnam doit posséder : (i) un diplôme universitaire ou une qualification démontrant ses connaissances d'un niveau équivalent ; et (ii) des qualifications professionnelles dans le cas où elles sont requises pour exercer une activité, conformément aux lois, aux réglementations et aux exigences légales du Vietnam où le service est fourni ;
- ✧ La personne physique ne doit pas recevoir de rémunération pour la fourniture de services au Vietnam, autre que celle versée par la personne morale qui l'emploie ;

- ✧ L'entrée et le séjour temporaire des personnes physiques au Vietnam sont limités à une période cumulée ne dépassant pas six mois ou à la durée du contrat, si celle-ci est inférieure ;
- ✧ Le nombre de personnes impliquées dans le contrat de travail ne doit pas dépasser la capacité nécessaire aux fins d'exécution du contrat, comme peut l'exiger les lois, les réglementations ou autres mesures au Vietnam où le service est fourni ; et,
- ✧ Les autres limitations discriminatoires, y compris sur le nombre de personnes physiques sous la forme d'un test des besoins économiques, sont spécifiées sous l'Annexe 8-B-2 du chapitre 12 de l'EVFTA.

Toutes les exigences prévues par les lois et les réglementations du Vietnam concernant l'entrée, le séjour, le travail et les mesures de sécurité sociale continuent de s'appliquer, y compris les règlements relatifs à la période de séjour, aux salaires minimums ainsi que qu'aux conventions collectives sur les salaires.

LE CHAPITRE DU EVFTA SUR LE COMMERCE ET LE DEVELOPPEMENT DURABLE ET SES IMPLICATIONS AU VIETNAM

La responsabilité sociétale des entreprises (RSE)

L'Union Européenne et le Vietnam s'engagent à promouvoir le développement durable en favorisant le commerce et les investissements dans les domaines du travail et de l'environnement. Le Vietnam a le droit d'établir ses propres niveaux de protection nationale dans les domaines environnementaux et sociaux, ainsi que de modifier ses politiques pour s'aligner sur les traités internationaux qu'il a ratifiés. Le Chapitre 13 de l'EVFTA exige du Vietnam qu'il respecte les normes et accords multilatéraux en matière de travail (par les exemples les normes ISO), les accords multilatéraux en matière environnemental, les engagements pris dans le cadre des protocoles sur le changement climatique et les engagements pris en matière de protection de la diversité biologique. Le Vietnam s'engage à ce que ces lois et politiques assurent et favorisent des hauts niveaux de protection nationale en matière environnemental et social, signifiant que les sociétés au Vietnam doivent se conformer aux normes de RSE dans le cadre de l'EVFTA.

En cas de litiges relatifs aux normes de RSE, les investisseurs de l'Union Européenne peuvent directement faire appel devant le Comité de l'UE sur le développement durable et le commerce (consultations gouvernementales). Si le Comité n'est pas capable de résoudre le litige de manière satisfaisante, un panel d'experts est établi conformément à l'EVFTA pour traiter du litige.

Bien que le Vietnam n'ait pas de lois ou de règlements spécifiques en matière de RSE, les obligations de RSE sont évidentes dans la Loi sur l'entreprise, le Code du travail, et la Loi sur la protection de l'environnement. La RSE a incontestablement gagné en popularité ces dernières années. En réalité, depuis 2005, la Chambre de commerce d'industrie au Vietnam décerne chaque année le prix « la RSE au service du développement durable » pour récompenser les sociétés qui respectent les obligations de RSE dans le contexte de l'intégration. Le prix est donné en collaboration avec le Ministère du travail, des invalides et des affaires sociales, le Ministère de l'industrie et du commerce, et d'autres associations.

Les implications sur le travail

La déclaration de l'OIT de 1998 sur les principes fondamentaux et les droits au travail sert de fondation à l'EVFTA. La déclaration se concentre sur l'engagement des signataires à respecter et faire progresser les normes fondamentales sur l'abolition du travail des enfants et du travail forcé, sur l'abolition des discriminations au travail, sur la promotion de l'égalité homme-femme, sur le droit de libre association, et le droit à la négociation collective.

Avec le soutien de l'OIT et d'autres partenaires (par exemple l'UE), le Ministère du travail, des invalides et des affaires sociales a modifié le Code du travail afin de s'aligner sur les normes mondiales du travail. Une analyse du dernier code du travail vietnamien, effectuée par l'OIT, peut être trouvée [ici](#).

Les principaux droits du travail couverts par l'EVFTA et les lois nationales qui y sont affiliées sont listés ci-dessous :

- ✧ La liberté d'association et la reconnaissance effective du droit à la négociation collective. Ce droit est reconnu par le Code du travail vietnamien, aux articles 3, 7, 36, 44, 63 et 65. Cependant le contrôle strict de l'Etat constitue un défi à la mise en œuvre de cette disposition.
- ✧ L'élimination de toutes les formes de travail forcé ou obligatoire. Ce droit est reconnu par le Code du travail vietnamien à l'article 8.
- ✧ L'abolition effective du travail des enfants. Bien que l'âge minimum pour travailler au Vietnam soit de 15 ans, le chapitre XI du Code du travail permet toujours aux sociétés d'employer les enfants à partir de 13 ans si ces sociétés satisfont à des conditions simples telles que prendre en charge les enfants, obtenir l'accord des parents, et s'assurer qu'ils effectuent des travaux dans la limite de leurs capacités physique et intellectuelle. Ceci n'est pas aligné avec les normes de l'EVFTA.
- ✧ L'élimination des discriminations concernant l'emploi et la profession. Ce droit est reconnu à l'article 8 du Code du travail vietnamien.

Les implications sur les obligations de protection de l'environnement et d'atténuation du changement climatique

Au cœur des dispositions de l'EVFTA sur la protection de l'environnement et le changement climatique se trouve l'engagement des parties à adhérer aux traités internationaux auxquels elles sont parties, c'est-à-dire la Convention-Cadre des Nations unies sur le changement climatique de 1992, le Protocole de Tokyo à la Convention-Cadre des Nations unies sur le changement climatique et l'Accord de Paris.

En vertu de l'article 5 de la Loi commerciale, lorsqu'un traité auquel le Vietnam est partie contractante prévoit l'application des lois étrangères ou des pratiques commerciales internationales, ou contient des dispositions incompatibles avec la présente loi, les dispositions d'un tel traité doivent s'appliquer. Cela signifie que, lorsque l'EVFTA prévoit des dispositions plus protectrices pour les investisseurs de

l'UE que la loi vietnamienne, les investisseurs peuvent s'appuyer sur les dispositions de l'EVFTA pour assurer le respect de la loi.

LE TRAVAIL

Ci-dessous des obligations basiques concernant le travail au Vietnam :

Les heures normales de travail

- ✧ Les heures normales de travail ne doivent pas excéder 8 heures par jour ou 48 heures par semaine. Cependant, les employeurs ont le droit de déterminer les horaires quotidiens ou hebdomadaires et d'en informer les salariés. Les heures de travail quotidiennes ne doivent pas dépasser 10 heures par jour et 48 heures par semaine, lorsqu'une base hebdomadaire est appliquée.
- ✧ L'Etat encourage les employeurs à appliquer la semaine de 40 heures.
- ✧ Les employeurs doivent limiter le temps d'exposition des salariés aux éléments nocifs, conformément aux lois et règlements techniques nationaux pertinents.

La protection de la maternité

- ✧ L'employeur ne peut pas licencier ou terminer unilatéralement le contrat de travail d'un employé en raison de son mariage, de sa grossesse, de son congé maternité, ou de l'allaitement d'un enfant de moins de 12 mois.
- ✧ A l'expiration du contrat d'une employée qui est enceinte ou allaitant un enfant de moins de 12 mois, la priorité est donnée à la conclusion d'un nouveau contrat de travail.
- ✧ Pendant la période de menstruation, l'employée a le droit à une pause de 30 minutes chaque jour de travail ; une employée qui allaite un enfant de moins de 12 mois a le droit à une pause de 60 minutes chaque jour de travail, avec un salaire complet, conformément à ce qui est stipulé dans le contrat de travail.

Les congés annuels

- ✧ Tout employé qui a travaillé pour l'employeur pendant 12 mois a le droit à un congé annuel rémunéré, stipulé dans son contrat de travail de la manière suivante :
 - ~ 12 jours ouvrables pour les employés travaillant dans des conditions normales ;
 - ~ 14 jours ouvrables pour les mineurs ou les handicapés, les employés qui effectuent des travaux laborieux, nocifs ou dangereux ;
 - ~ 16 jours ouvrables pour les employés qui effectuent des travaux extrêmement laborieux, nocifs ou dangereux.

- ✘ Un employé qui travaille depuis moins de 12 mois aura un nombre de jours de congé payé proportionnel au nombre de mois de travail.
- ✘ Un employé qui, en raison de la fin de son contrat ou de la perte de son travail, n'a pas pris ou entièrement pris ses congés annuels rémunérés, doit être payé en compensation des jours qu'il n'a pas pris.

Les congés maladies

- ✘ Les employés peuvent prendre des congés maladies payés par l'assurance, s'ils sont :
 - a. Les employés qui doivent prendre un congé pour cause de maladie ou d'accident autre que les accidents du travail, avec un justificatif délivré par un établissement de santé compétent selon la réglementation du Ministère de la santé.

Le régime de maladie ne couvre pas les employés qui prennent un congé pour maladie ou accident résultant d'une automutilation, d'un état d'ébriété ou de l'utilisation de stupéfiants ou précurseurs de stupéfiants figurant sur la liste du Gouvernement.

 - b. Les employés qui prennent des congés maladies pour s'occuper d'un enfant malade de moins de 7 ans, avec un justificatif délivré par un établissement de santé compétent.
- ✘ Les employés travaillant dans des conditions normales de travail peuvent bénéficier du régime pendant les périodes suivantes :
 - ~ 30 jours, s'ils ont cotisé à l'assurance sociale pendant moins de 15 ans ;
 - ~ 40 jours, s'ils ont cotisé à l'assurance sociale pendant plus de 15 ans mais moins de 30 ans ; et,
 - ~ 60 jours, s'ils ont cotisé à l'assurance sociale pendant 30 ans ou plus.

L'assurance

L'employeur et l'employé se mettent d'accord sur le paiement de l'assurance sociale, de l'assurance maladie et de l'assurance chômage. L'employé peut payer pour ces assurances lui-même ou c'est l'employeur qui paie à la place de l'employé en déduisant ce montant du salaire de l'employé.

Les employés étrangers

- Les permis de travail

A l'exception des personnes qui remplissent les conditions pour une exemption en vertu de la législation, les ressortissants étrangers doivent obtenir un permis de travail pour pouvoir travailler au Vietnam. Ceux qui entrent sur le territoire vietnamien pour travailler doivent également avoir un visa ou une carte de séjour temporaire.

L'employeur doit demander un permis de travail au nom de l'employé en soumettant un formulaire de demande auprès de l'autorité locale du travail, au moins 15 jours avant la date à laquelle le travailleur étranger ne commence à travailler au Vietnam. Après réception du dossier complet, l'autorité locale du travail a 5 jours ouvrables pour accorder le permis de travail.

- Les permis de séjour

Une lettre d'invitation d'un sponsor vietnamien demandant à l'employé de venir travailler au Vietnam est exigée afin d'obtenir un visa de travail au Vietnam. Le dossier de demande de l'employé étranger doit être soumis à l'Office de l'immigration du Vietnam par le sponsor, qui doit être une organisation basée au Vietnam. La durée maximale d'un visa de travail est de deux ans, et le visa de travail et le permis de travail doivent avoir la même durée. Selon le type de visa de travail demandé, cela peut prendre entre 5 et 8 jours ouvrables pour obtenir le visa de travail au Vietnam.

Les employés étrangers de longue durée au Vietnam peuvent soumettre une demande de carte de résidence temporaire plutôt qu'un visa de travail. Les ressortissants étrangers qui ont obtenu un visa de travail pour une entreprise vietnamienne ou un bureau de représentation d'une société étrangère au Vietnam, entre autres, sont éligibles à l'obtention d'une carte de résidence temporaire. Une carte de résidence temporaire est accordée par le bureau provincial autorisé à contrôler les entrées et les sorties sous l'égide du Ministère de la sécurité publique. La carte est valide pendant au moins un an jusqu'à la date d'expiration du permis de travail, du certificat d'exemption de permis de travail ou de la licence d'exercice du ressortissant étranger. Le délai d'obtention pour une carte de résidence temporaire est de 5 jours ouvrables à compter de la présentation du dossier de demande complet.

LITIGES ET DIFFERENDS

En vertu de l'EVIPA, qui reprend d'importantes dispositions des principes CIRDI de 1965 et de la Convention de New-York de 1958, les investisseurs bénéficient d'un niveau de protection très élevé. L'EVIPA autorise les investisseurs de l'UE d'intenter une action en justice contre les Gouvernement vietnamien pour des décisions relatives à l'investissement. Les tribunaux locaux n'ont pas le droit de contester la légalité des sentences arbitrales car celles-ci sont contraignantes et exécutoires.

Plus particulièrement, l'EVIPA apporte des précisions sur la procédure d'arbitrage à deux niveaux, dans laquelle une partie peut faire appel de la première décision du groupe spécial, si la décision ne lui satisfait pas. La sentence provisoire, cependant, devient finale et « non susceptible d'appel, de révision, d'annulation ou de toute autre recours » si aucune des parties n'a fait appel (article 3 EVIPA).

Le Vietnam se réserve désormais le droit de mettre en œuvre cette promesse dans un délai de 5 ans à compter de la date d'entrée en vigueur de l'EVIPA (note : l'EVIPA n'est pas encore entré en vigueur).

En cas de litiges, les investisseurs sont encouragés à se tourner vers les organisations internationales d'arbitrage, tels que la Cour Pénale Internationale ou le Centre d'arbitrage international de Singapour.

Les dispositions importantes à garder à l'esprit

Lors de l'examen d'un contrat général de vente ou d'achat, les dispositions principales à prendre en compte sont les suivantes :

- Le règlement des litiges : un exemple de clause de règlement des litiges dans un contrat pourrait ressembler à cela :
 - ~ Tout différend ou tout litige découlant du présent contrat ou d'autres accords liés à l'exécution de ce contrat seront résolus par des efforts de médiation entre les parties ;
 - ~ Tout litige ou différend relié au contrat qui ne peut pas être résolu par voie de médiation sera résolu par le Centre d'arbitrage du Vietnam.
 - ~ Les frais d'arbitrage et/ou autres dépenses (y compris les frais d'avocat) doivent être supportés par le plaignant ;
 - ~ La langue de l'arbitrage est la langue vietnamienne.
- La résiliation. La force majeure : en vertu de l'article 156 du Code Civil, un événement de force majeure est un événement qui se produit de manière objective, qui ne peut pas être prévu et qui ne peut pas être surmonté par aucune mesure nécessaire ou possible. Les cas de force majeure typiques inclus dans les contrats sont :
 - ~ Les phénomènes naturels tels que les inondations, les incendies, les tempêtes, les tsunamis, les éruptions volcaniques.
 - ~ Les phénomènes sociaux tels que les guerres, les grèves, les embargos, les changements dans les politiques gouvernementales.
 - ~ En outre, les parties peuvent se mettre d'accord sur des événements tels que : le manque de carburant, les pannes d'électricité, les pannes de réseau, etc., afin d'exonérer la responsabilité en cas de violation.
- Les cas de défaillance :
 - ~ Un cas de défaillance est un événement spécifique dans le cadre d'un accord commercial qui donne le droit à la partie non-défaillante, entre autres, de résilier le contrat. Ces événements sont courants dans les contrats de prêts ou les titres de créance. Un cas de défaillance permet au prêteur d'annuler la facilité de crédit et/ou de déclarer que les montants dus par l'emprunteur sont immédiatement dus et exigibles. Les cas de défaillance les plus fréquents dans les contrats de prêts sont les suivants :
 - Le non-paiement ou le retard de paiement de la somme due ;
 - La violation de certaines déclarations ou garanties importantes ;
 - La violation de certains engagements importants ;
 - Le défaut-croisé ;
 - La violation des dispositions relatives au changement de contrôle ;
 - L'insolvabilité.
 - ~ La description des cas de défaillance doit être détaillée plutôt que d'utiliser des termes vagues tels que « conformément aux lois », car les lois ne peuvent pas couvrir toutes les circonstances possibles, et qu'il serait difficile pour les investisseurs de comprendre si une activité spécifique est un cas de défaillance.

Faire appel à un avocat

Une fois que vous avez décidé d'établir un commerce au Vietnam, il est conseillé d'engager un cabinet d'avocats basé au Vietnam afin de vous guider et vous aider. Si vous voulez commencer un nouveau commerce ou négocier un accord de partenariat avec un partenaire local, un avocat qualifié peut vous aider à éviter les retards et les dépenses liés causés par la fraude ou les litiges juridiques, en vous conseillant sur les licences nécessaires, les stratégies de réductions des risques et sur les négociations en personne.

Les hommes d'affaires vietnamiens préfèrent discuter et négocier en personnes plutôt que par des moyens de communication électroniques, à moins que cela soit le seul moyen, étant donné que les vietnamiens préfèrent les rapports que les parties peuvent avoir en face-à-face. Partant de cela, il est utile d'avoir quelqu'un sur place pour travailler en votre nom, au moins jusqu'à votre arrivée au Vietnam.

Si vous avez des questions sur ce guide, n'hésitez pas à contacter le Dr. Oliver Massmann. Le Dr. Oliver Massman est le directeur général de Duane Morris Vietnam LLC.